

7753
II



2
63LM34212

Marchés pour l'équipement en lignes de contact aériennes
des lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban

C.A. 25. 3.42

C.M. 11. 5.42

C.A. 8. 1.47 (règlement définitif)

C.M. 16. 1.47

Avenant à la lettre de commande n° 630 du 19-6-1942
Equipement électrique des voies. Ligne de Brive
à Montauban (n° 3377) (55.335.000 Frs)

Avenant à la lettre de commande n° 652 du 8-7-1942
Equipement électrique des voies. Ligne de Brive
à Montauban (n° 3376) (45.500.000 Frs)

Rapporteur: M. L.J. MARTIN

Il s'agit en réalité, déclare le Rapporteur, du règlement de marchés passés en juin-juillet 1942.

Après avoir précisé les nombreuses difficultés qu'à rencontrées l'exécution des travaux, M. MARTIN indique les bases du règlement proposé :

On a fait application de la théorie de l'imprévision en laissant 10% à la charge de l'entreprise.

En définitive, pour l'ensemble du marché, le règlement se traduirait par une majoration de l'ordre de 20 à 30% sur le prix de règlement contractuel. Mais, il convient de tenir compte que le droit à résiliation était acquis à la date du 1er janvier 1942, or, on le fait partir du 1er juillet 1942.

En ce qui concerne le 2ème dossier, qui est tout à fait analogue au précédent, le Rapporteur constate que la majoration extra-contractuelle est moins élevée, cela tient, dit le Représentant de la S.N.C.F., à ce que la main-d'oeuvre qu'on a dû recruter était de meilleure qualité.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un avis favorable pour chacun de ces avenants.

.....

C.A. 8.I.47

QUESTION III - Marchés et Commandes

5°) Règlement définitif des travaux d'équipement
en lignes de contact aériennes de la ligne
Brive-Montauban, exécutés :

- par la Société Parisienne pour l'Industrie
des Chemins de fer et Tramways Electriques,
- par l'Entreprise Drouard.

(p.12)

M. de LAVIT indique que les conditions particulières dans lesquelles se présentent ces deux dossiers sont dues pour une part aux circonstances, mais aussi à ce qu'on s'est constamment écarté, dans le cours des travaux, des règles ordinaires des marchés.

Les travaux ont été commencés d'urgence, dès mars 1941. Entre temps les entreprises, qui s'étaient heurtées à des difficultés de toutes sortes, avaient demandé la résiliation contractuelle qui leur a été accordée au 1er juillet 1942.

A ce moment on a continué à poursuivre activement les travaux, à la demande d'ailleurs des Pouvoirs Publics. Un résultat technique important a été atteint puisque la traction électrique a été mise en service en octobre 1943. Mais, au lieu de passer un marché, fût-ce à des conditions plus onéreuses, on s'est contenté de prendre des attachements en se plaçant, sans convention expresse, sous le régime des dépenses contrôlées, dont on connaît les inconvénients. Administrativement, la solution était fâcheuse, mais on doit reconnaître que cette situation imprécise a permis d'assurer l'équipement de cette ligne, sous les yeux de l'autorité allemande.

Il n'est pas surprenant que le règlement de cette situation difficile ait demandé un long travail qui a provoqué un retard important.

Deux périodes successives sont envisagées :

Pour la période contractuelle, qui s'étend de mars 1941 à juillet 1942, la Région a d'abord appliqué les conditions du marché puis les règles prévues en matière d'imprévision. On a admis l'existence de certaines charges extra-contractuelles dues à des difficultés administratives multiples. La comptabilité des entreprises a été vérifiée et l'indemnité accordée, qui est exclusive de bénéfice, laisse à la charge des entrepreneurs 1/10 de la perte subie.

Le Comité des Marchés a estimé que cette partie du règlement pouvait être approuvée.

Pour la seconde période, qui correspond aux travaux sur dépenses contrôlées, on a appliqué les règles qui ont servi pour le règlement des travaux exécutés immédiatement après la libération.

Le taux de bénéfice a été fixé à 6 %, c'est-à-dire majoré d'un point, pour tenir compte des très longs retards avec lesquels les acomptes sur travaux ont été payés. La mesure n'a pas paru excessive, car le Service estime que sur ce point chaque entreprise supporte, malgré cette légère majoration, une perte de l'ordre de 1 M.

En matière de dépenses contrôlées, le marché vaut ce que vaut le contrôle. Il a été rendu compte au Comité que, dans

l'espèce, le contrôle a été très strict et le Comité a eu l'impression qu'on a serré d'aussi près que possible la réalité. Néanmoins, il reste que les travaux sont toujours difficilement contrôlables sous le régime du "fait accompli" qui est celui de ce marché et que le coût de l'opération reste très élevé.

C'est en tenant compte des renseignements qui lui ont été fournis sur la façon et la précision avec lesquelles ont été effectuées les opérations de contrôle et sur les conditions tout à fait anormales dans lesquelles les marchés ont été exécutés, que le Comité des Marchés a décidé de ne pas s'opposer aux règlements proposés.

M. LE PRESIDENT souligne le caractère tout à fait exceptionnel des conditions dans lesquelles s'est déroulée l'exécution de ces marchés.

M. ARON relève une anomalie au moins apparente dans la comparaison des deux règlements proposés. Il s'agit de travaux identiques, traités et exécutés aux mêmes dates et dans les mêmes conditions, et la proportion des travaux finalement réglés sur dépenses contrôlées par rapport au montant des travaux est également à peu près la même. Or, pour Drouard, les travaux payés sur dépenses contrôlées triplent l'estimation primitive de ces travaux; ils la doublent seulement pour la S.P.I.

M. BOUTET répond qu'il n'est pas possible de comparer les conditions dans lesquelles ces deux entreprises ont été amenées à exécuter les travaux. Comme l'a rappelé M. de LAVIT, il s'agissait de terminer sous l'occupation allemande l'équipement d'une ligne qui était en cours de montage et cette opération n'a pu être menée à bien que par un véritable tour de force, en camouflant tout le matériel qui servait à cette électrification, notamment le cuivre. Il a fallu, en outre, pour procurer aux 2 entreprises le personnel nécessaire, avoir recours à une main-d'oeuvre extrêmement variable, plus ou moins spécialisée et en particulier à de la main-d'oeuvre indochinoise. Selon la proportion de main-d'oeuvre de chaque nature utilisée par chaque entreprise, les prix des travaux ont été différents. Il est donc très difficile de tirer des comparaisons en partant des montants respectifs des marchés. Pour justifier les règlements soumis au Conseil, on ne peut que faire confiance au contrôle très sérieux qui a été exercé par les Services de la S.N.C.F.

M. TOURNEMAIN rappelle qu'il est déjà intervenu à plusieurs reprises pour protester contre cette affirmation que reprend la note, à savoir que certains marchés ne laissent aucun bénéfice à l'entrepreneur. Il connaît depuis longtemps l'entreprise Drouard; elle a commencé très modestement et est maintenant extrêmement prospère. Ce n'est certainement pas en acceptant des marchés qui ne lui laissent aucun bénéfice qu'elle est parvenue à un tel résultat.

M. BOUTET répond que, dans le cas particulier, elle ne réalise aucun bénéfice.

M. de LAVIT précise que l'absence de bénéfice se réfère

uniquement à la période pendant laquelle les travaux ont été exécutés selon les règles prévues en matière d'imprévision.

Le Conseil approuve les règlements proposés.

46/4/19-50 ex.

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST

Voie et Bâtiments

Division de l'Entretien

NOTICE EXPLICATIVE

au sujet du règlement définitif des travaux
d'équipement des voies par lignes de contact aériennes pour
assurer la traction électrique des trains sur la ligne de
Brive à Montauban (section comprise entre le P.K. 592+754 et
la gare de Montauban).

Entreprise : Société Parisienne pour l'Industrie des Chemins de Fer et
Tramways Electriques, 75 Bd. Haussmann, Paris -

Lettre de Commande N°652 du 8 Juillet 1942.

Dates de remise des offres : 3 Mai et 22 Octobre 1941.

Délai contractuel d'exécution : suivant article 12 du Cahier des
Charges Spéciales.

Date de commencement des travaux : Avril 1941.

Date d'achèvement des travaux (Réception provisoire : 26 Octobre 1943
(Réception définitive : 31 Décembre 1944

Prix révisables.

Montant initial 25.000.000 Frs
Montant du règlement proposé 45.500.000 Frs

L'électrification des lignes de Brive à Montauban et de
Bordeaux à Montauban a été décidée très peu de temps après l'Armistice.

Au cours d'une réunion, le 9 Août 1940, la Commission Supé-
rieure d'Electrification, insistait sur la nécessité de tout mettre
en oeuvre pour réaliser cette électrification dans le plus court
délai possible.

Une répartition des travaux a été faite entre les deux Entre-
prises qui étaient en mesure d'assurer immédiatement l'exécution de
ces travaux.

C'est ainsi que l'Entreprise "Sté Parisienne pour l'Industrie
des Chemins de Fer" (S.P.I.) s'est vu attribuer l'équipement de la
voie de Brive-Montauban (entre le P.K. 592+754 et Montauban) et sur
Bordeaux-Montauban (entre le P.K. 183+650 et Montauban), suivant mar-
ché approuvé le 25 Mars 1942 par le Conseil d'Administration.

Les travaux avaient déjà été commencés en raison de l'urgence
dès avril 1941 sur Brive-Montauban, l'exécution de la tranche
Bordeaux-Montauban étant différée.

Le lot S.P.I. a fait l'objet d'une lettre de commande N°652
du 8.7.42, visant deux lettres d'offres des 3 mai et 22 Octobre 1941.

.../

Dans ces lettres d'offres, l'Entreprise soulignait certaines difficultés ayant trait à la qualité des matériaux, aux difficultés d'approvisionnements et demandait que les travaux spéciaux qui ne pourraient être réglés normalement par l'application de la Série de prix "Signalisation et Installations Electriques -Edition 1940", complétée par la Série de Prix "Bâtiments 1940", fassent l'objet de prix convenus établis en tenant compte des prix de revient. Cette réserve visait notamment les fouilles et les reprises de maçonneries nécessitant un échafaudage, le scellement de consoles dans les parois de tranchées rocheuses et les portiques sur viaducs.

Le Cahier des Charges Spéciales prévoyait des formules de variation et un droit à résiliation en cas de hausse de plus du 1/3 pour les travaux restant à exécuter.

En accusant réception de son marché, l'Entreprise prenait note de la décision prise de différer jusqu'à nouvel ordre l'exécution des travaux d'électrification de la ligne de Bordeaux à Montauban, confirmait les observations de ses lettres antérieures, faisait remarquer que dès Janvier 1942, les prix avaient subi une augmentation suffisante pour lui permettre de demander la résiliation du marché et nous priait de reconnaître son droit à résiliation portant effet du 1er janvier 1942. Elle annonçait la justification ultérieure de ce droit tout en indiquant qu'elle continuait à poursuivre l'exécution des travaux avec le maximum d'activité.

Le mémoire justificatif a été produit le 2 septembre 1942.

Le droit à résiliation avait été acquis au 1er janvier 1942. Le marché n'a été approuvé que le 25 mars 1942. La date d'effet de ce droit a été fixée au 1er juillet 1942.

Les travaux ont été poursuivis au milieu de difficultés de toutes sortes résultant de l'insuffisance de la main-d'oeuvre, du manque de matériaux et des complications administratives créées par l'occupation.

Les difficultés de main-d'oeuvre ont été signalées au Secrétariat d'Etat aux Communications par lettre du 19 mars 1942 de M. le Directeur Général.

Par lettre du 7 avril 1942, le Secrétaire d'Etat aux Communications acceptait d'étendre au chantier de Brive - Montauban les mesures décidées par sa lettre du 21 novembre 1941 qui autorisaient l'augmentation de la rémunération des ouvriers dans certains cas exceptionnels.

Les Services de la S.N.C.F. et l'Entreprise se sont ingéniés à vaincre toutes les difficultés et les travaux ont pu être amenés dans une situation permettant la mise en service de la traction électrique à la date du 26 Octobre 1943.

La réception définitive des travaux a été prononcée le 31 Décembre 1944.

Le règlement des travaux serait effectué de la façon suivante:

- Les travaux exécutés jusqu'au 30 juin 1942 seraient réglés aux conditions du marché, sauf règlement séparé à l'Entreprise des sujétions extracontractuelles qu'elle a supportées pendant cette période;

- Les travaux exécutés à partir du 1er juillet 1942 et jusqu'au 31 Décembre 1944, date de la réception définitive, seraient réglés d'après les dépenses réelles et contrôlées de l'Entreprise.

L'ensemble du règlement, dans ces conditions, s'établirait comme indiqué dans le dossier ci-joint et se résumerait comme suit :

| | |
|--|----------------|
| - Règlement aux conditions du marché (période contractuelle d'avril 1941 au 30 juin 1942) suivant état A | 9.440.555.- |
| - Sujétions extracontractuelles pendant la période jusqu'au 30 juin 1942, suivant état B | 4.061.112.- |
| - Règlement sur dépenses contrôlées (période du 1er juillet 1942 au 31 décembre 1944) suivant état C | 34.467.982.- |
| | ----- |
| soit | 47.969.649 Frs |

Il y a lieu d'ajouter qu'en dehors des dépenses retenues dans le règlement ci-dessus, l'Entreprise a supporté des charges financières très élevées du fait que, par suite de l'absence de marché, les règlements pour les travaux de la 2^e période n'ont pu être effectués qu'avec de longs retards; ces charges financières qui restent au compte de l'Entreprise sont de l'ordre de 1.300.000 Frs.

L'Entreprise avait établi en 1944 un projet de règlement sur dépenses contrôlées pour l'ensemble des travaux, dont le montant avait été ramené à 45.500.000 Frs après de laborieuses discussions. Elle avait, en définitive, accepté cette somme, que nous serions d'avis de retenir pour solde de tout compte avec l'Entreprise S.P.I.

En conséquence, il est proposé de bien vouloir approuver l'évenant ci-joint.

LE CHEF DU SERVICE
DE LA VOIE ET DES BATIMENTS,

signé: Guéron

Ligne de Brive à Montauban

Section Espère-Caillec à Montauban.

-:-:-

Règlement des travaux exécutés jusqu'au 30 juin 1942
suivant lettre de commande n° 652 du 8 juillet 1942.

-:-:-

| | Sommes passibles des majorations du marché (29% et des rajustements. | Sommes passibles de la majoration de 30% et des rajustements. | Sommes non passibles de majoration. |
|--|--|---|-------------------------------------|
| I.- Fondations | 3.441.146,20 | | |
| II.- Supports | 542.134,80 | | |
| III.- Travaux divers : | | | |
| a) Travaux à prix spéciaux | 1.167.705,76 | 1.268.193,97 | |
| b) Travaux aux prix de série V.B. | 100.488,21 | | |
| c) Fournitures faites par l'Entrep. | | | 58.465,54 |
| d) Travaux exécutés en régie | | | 294.670,20 |
| Sommes après application des majorations prévues au marché et des coefficients de rajustement. | | | |
| <u>Fondations :</u> | | | |
| I - 3.441.146,20 x 1,29 x 1,2476 (état Al) | | 5.538.194,46) | |
| a + b - 1.268.193,97 x 1,30 x 1,2476 (état Al) | | 2.056.858,43) | 7.595.053,- |
| <u>Supports</u> | | | |
| II - 542.134,80 x 1,29 x 1,3209 (état Al) | | | 923.776,- |
| <u>Régie</u> | | | |
| d) - 294.670,20 x 1,0185 (état Al) | | | 300.122,- |
| c) Sans majoration ni rajustement | | | 58.466,- |
| A reporter | | | 8.877.417,- |

.....

99/33/16/10/50 ex.

S.P.I.

A¹

Ligne de Brive à Montauban

Section Espère-Caillac à Montauban

* CALCUL DE LA
REVISION DES PRIX DES TRAVAUX EXECUTES
JUSQU'AU 30 JUIN 1942
(Rajustement contractuel)

BRIVE - MONTAUBAN

Révision des Prix

FORMULES DE REVISION -

Les formules fixées à l'article 9 du Cahier des Charges spéciales sont les suivantes :

Fondations -

$$V_1 = 0,46 \frac{S-S_0}{S_0} + 0,09 \frac{G-G_0}{G_0} + 0,19 \frac{C-C_0}{C_0} + 0,04 \frac{B-B_0}{B_0} + 0,04 \frac{Ch-Cho}{Cho} + 0,03 \frac{F-F_0}{F_0}$$

Supports métalliques -

$$Va_2 = 0,59 \frac{S-S_0}{S_0} + 0,03 \frac{F-F_0}{F_0} + 0,03 \frac{Ch-Cho}{Cho} + 0,20 \frac{P-P_0}{P_0}$$

Equipements -

$$V_3 = 0,75 \frac{S-S_0}{S_0} + 0,03 \frac{F-F_0}{F_0} + 0,07 \frac{Ch-Cho}{Cho}$$

L'impossibilité de réaliser les travaux de peinture, dont la valeur est d'ailleurs déduite des prix de marché, conduit à envisager, pour les supports, une formule dont le terme peinture est exclus, soit :

$$Va'_2 = 0,77 \frac{S-S_0}{S_0} + 0,04 \frac{F-F_0}{F_0} + 0,04 \frac{Ch-Cho}{Cho}$$

- Salaires -

| | Tarn et Garonne | | Lot | | |
|--|-----------------|---------|-----------|---------|-----------|
| | Panier | ouvrier | manoeuvre | ouvrier | manoeuvre |
| <u>Salaire de base</u> | ! | ! | ! | ! | ! |
| Cahier des charges spéciales article 9 | ! | ! | ! | ! | ! |
| | 6 = 0,75 | 6 | 5 | 5,60 | 4,80 |
| | 8 | ! | ! | ! | ! |

$$S_0 = \frac{4,80 \times 36 + 5 \times 54}{90} + 0,20 + \frac{5,60 \times 36 + 6 \times 54}{90} \times 0,20$$

$$+ 0,75 = 5,854$$

.....

Salaire du 1er Avril 1941 au 30 Mai 1941 -

| | | | | | |
|---|-------|---|---|---|------|
| ! | ! | ! | ! | ! | ! |
| ! | 6 | ! | 5 | ! | 4,80 |
| ! | 8 | ! | | ! | |
| ! | =0,75 | ! | | ! | |

S = 5,854

Salaire du 1er Juin 1941 au 31 Décembre 1941 -

| | | | | | | | | | | |
|--------------------|---|-------|---|-------|---|-------|---|-------|---|-------|
| Salaire précédent | ! | 0,75 | ! | 6 | ! | 5 | ! | 5,60 | ! | 4,80 |
| Loi du 23 Mai 1941 | ! | | ! | 0,90 | ! | 0,90 | ! | 0,90 | ! | 0,90 |
| | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- |
| | ! | 0,75 | ! | 6,90 | ! | 5,90 | ! | 6,50 | ! | 5,70 |

$$S = \frac{5,70 \times 36}{90} + \frac{5,90 \times 54}{90} \times 0,80 + \frac{6,50 \times 36 + 6,90 \times 54}{90} \times 0,20 + 0,75 = 6,754$$

Salaire du 1er Janvier 1942 au 30 Mars 1942 -

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|-------|---|-------|---|-------|---|-------|---|-------|
| Salaire précédent | ! | 0,75 | ! | 6,90 | ! | 5,90 | ! | 6,50 | ! | 5,70 |
| Arrêté du Préfet Régional | ! | | ! | | ! | | ! | | ! | |
| Manoeuvre : 5,25 | ! | | ! | | ! | | ! | | ! | |
| Augmentation : | ! | | ! | | ! | | ! | | ! | |
| T & G 5,25 - 4,77 | ! | | ! | 0,48 | ! | 0,48 | ! | | ! | |
| Lot 5,25 - 4,35 | ! | | ! | | ! | | ! | 0,90 | ! | 0,90 |
| | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- | ! | ----- |
| | ! | 0,75 | ! | 7,38 | ! | 6,38 | ! | 7,40 | ! | 6,60 |
| Lettre du Préfet Régional du 10/3/42 | ! | | ! | | ! | | ! | | ! | |
| salaires uniformisées | ! | 0,75 | ! | 7,40 | ! | 6,60 | ! | 7,40 | ! | 6,60 |

$$S = 6,60 \times 0,80 + 7,40 \times 0,20 + 0,75 = 7,51$$

Salaires du 1er Avril 1942 au 30 Juin 1942

| | ! | Panier | ! | Ouvrier | ! | Manoeuvre |
|----------------------------------|---|--------|---|---------|---|-----------|
| Arrêté préfectoral du 24-3-42 | ! | | ! | | ! | |
| Arrêté complémentaire du 25-4-42 | ! | 0,75 | ! | 9,40 | ! | 7,15 |

$$S = 7,15 \times 0,80 + 9,40 \times 0,20 + 0,75 = 8,35$$

- SALAIRES PONDERES -

| Mois | Taux horaire | Fondations | | Supports | | Equipements | | |
|-----------|-----------------|------------|------|------------|-------|-------------|-------|---------|
| | | Effectif | | Effect | | Effect | | |
| 1941 | | | | | | | | |
| Avril | 5,854 | 40 | | | | | | |
| Mai | " | 80 | 120 | 702,48 | | | | |
| Juin | 6,754 | 143 | | | | 5 | | |
| Juillet | " | 165 | | | | 5 | | |
| Août | " | 165 | | | | 5 | | |
| Septembre | " | 175 | | | | 15 | | |
| Octobre | " | 200 | | | | 15 | | |
| Novembre | " | 210 | | | | 15 | | |
| Décembre | " | 195 | 1253 | 8.462,762 | 20 20 | 135,08 | 15 75 | 06,55 |
| 1942 | | | | | | | | |
| Janvier | 7,51 | 200 | | | | 15 | | |
| Février | " | 225 | | | | 15 | | |
| Mars | " | 225 | 650 | 4.881,50 | | 15 | 45 | 337,95 |
| Avril | 8,35 | 240 | | | | 15 | | |
| Mai | " | 195 | | | 30 | 15 | | |
| Juin | " | 145 | 580 | 4.843 | 45 75 | 626,25 | 15 45 | 375,75 |
| Totaux | | 2.603 | | 18.889,742 | 95 | 761,33 | 165 | 1220,25 |

- SALAIRES MOYENS -

Fondations : $\frac{18.889,742}{2.603} = 7,2569$

Supports : $\frac{761,33}{95} = 8,014$

Equipements : $\frac{1220,25}{165} = 7,395$

- CIMENT -

- Cours de base du Ciment Portland au 15-3-41 :

Tarn-et-Garonne (Monteur des T.P.) 434,20

- Cours moyen d'approvisionnement :

| Date | Cours | Référence | Tonnage par période | |
|---------|---------|----------------------------|---------------------|-----------------|
| 1-5-41 | 450 | MTP N° 389 | 108 T. | 48.600 |
| au | | | | |
| 1-8-41 | 458,285 | Augm. transport VF 10 % | 63 T. | 28.871,95 |
| au | | | | |
| 1-9-41 | 453 | Décision 26947 | 484 T. | 219.252 |
| at | | | | |
| 1-11-41 | 489 | MTP N° 395 | 1600 T. | 782.400 |
| au | | | | |
| 30-6-42 | | | 2255 T. | 1.079.123,95 fr |

Taux pondéré de la tonne de Ciment :

$$\frac{1.079.123,95}{2255} = 478.547$$

Cours de base du Portland : 434,20

Augmentation moyenne : 44,347

Cours de base du laitier : 387

Cours moyen du laitier : 431,347

- GRAVIER -

Prix de base, le m3 rendu centre du groupement : 30 frs

Prix de la fourniture :

| | | |
|----------------------|-------------------|----------------|
| Extraction DUPUIS | 6.047,500 m3 | 150.196,15 frs |
| Extraction MARENGO | 4.942 m3 (droit) | 94.836,90 |
| Extraction BRUNO | 1.324,500 m3 | 32.227,20 |
| Extraction BEAUMONT | 568 m3 | 17.432,60 |
| Extractions diverses | 108 m3 | 6.813,85 |
| Frais d'extraction | | 96.893,70 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 12.990 m3 | 398.400,40 |
| Transport : | 12.882 m3 à 25,25 | 325.270,50 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 108 m3 rendus | |

Total jusqu'au 30-6-1942

12.990 m3 723.670,90

Prix moyen du mètre cube de tout venant :

$$\frac{723.670,90}{12.990} = 55,71$$

- BOIS -

Cours de base ; Arrêté du 9 Mai 1940 :

530 x 0,85

450,50 fr

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant les 3
premiers quarts du délai d'exécution :

Période de coulage : du 1-4-41 au 31-10-44

Période de révision : du 1-4-41 au 31-10-43,

| | | | |
|----------------------------|---------|--------|-------|
| Du 1-4-1941 au 25-11-1941 | 8 mois | 450,50 | 3.604 |
| Du 25-11-1941 au 30-6-1942 | 7 mois | 640 | 4.480 |
| (Cours : 800 x 0,80) | | <hr/> | <hr/> |
| | 15 mois | | 8.084 |

Cours moyen du bois : $\frac{8.084}{15} = 538,93$

- ACIERS -

Cours de base : Aciers laminés marchands :

Arrêté ministériel du 1 décembre 1940 2.084 fr

Pendant l'exécution : A partir du 1 Janvier 1944

Arrêté N° 4838 du 28-12-43 2.501 fr

I - FONDATEMENTS -

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant les trois premiers quarts du délai d'exécution :

Période de coulage du 1-4-41 au 30-10-44

Période de révision du 1-4-41 au 30-6-43

Cours inchangé

II - SUPPORTS -

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant les trois premiers quarts du délai d'exécution :

Période de montage du 1-5-1942 au 30-12-1943

Période de révision du 1-5-1942 au 30-7-43

Cours inchangé

III - EQUIPEMENTS -

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant le délai d'exécution :

Période de montage : 1-6-41 au 30-10-44

Période de révision : 1-6-41 au 30-10-44

Cours inchangé.

- CHARBON -

Cours de base : Charbon gras criblé flambant
des Mines du Nord, la tonne 260 fr

Pendant l'exécution :

17 février 1942 - Arrêté 2429 301
15 février 1943 - Arrêté 3999 348

I - Fondations -

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant les 3
premiers quarts du délai d'exécution :

Période de coulage : 1-4-41 au 31-10-1944
Période de révision : 1-4-41 au 31-12-1943

| | | |
|--------------------------------------|----------------|-----------------|
| Du 1-4-1941 au 17-2-1942 = 10,5 Mois | 260 | 2.730 |
| Du 17-2-1942 au 30-6-1942 | 4,5 mois | 301 |
| | <u>15 mois</u> | <u>4.084,50</u> |

Cours moyen : $\frac{4.084,50}{15} = 272,30$

II - Supports

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant les 3
premiers quarts du délai d'exécution :

Période de montage : 1-5-42 au 30-12-43
Période de révision : 1-5-42 au 30-7-43

| | | |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Du 1-5-1942 au 30-6-1942 = 2 mois | 301 | 602 |
|-----------------------------------|-----|-----|

Cours moyen : $\frac{602}{2} = 301$

III - Equipements -

Cours moyen pondéré dans le temps calculé pendant le dé-
lai d'exécution :

Période de montage : 1-6-41 au 30-10-44
Période de révision : 1-6-41 au 30-10-44
du 1-6-41 au 15-2-1942 : 8,5 mois 260
du 15-2-42 au 30-6-1942 4,5 mois 301
13 mois

| |
|-----------------|
| 2.210 |
| <u>1.354,50</u> |
| <u>3.564,50</u> |

Cours moyen : $\frac{3.564,50}{13} = 274,19$

CHARGES SOCIALES : Valeurs successives

| | Base | 1-4-41 | 1-7-41 | 1-8-41 | 1-9-41 | 1-10-41 | 1-1-42 |
|---|-------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|
| a) Accidents du travail | 7,22 | 7,22 | 7,22 | 7,22 | 7,22 | 7,22 | 7,76 |
| b) Allocations familiales | 6,90 | 12,405 | 12,405 | 12,405 | 12,405 | 10,571 | 9,181 |
| c) Congés payés | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 |
| d) Assurances sociales | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 3,60 |
| e) Assurances accidents aux tiers | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 |
| f) Taxe d'apprentissage | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 | 0,20 |
| g) Groupement départemental d'apprentissage | - | - | - | - | - | - | - |
| h) C.O.B.T.P. - C.O.E.E.E. | - | - | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 1,40 |
| i) Fond de compensation | - | - | - | - | - | - | 0,90 |
| j) Premier Mai | - | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 |
| k) Patente normale | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 |
| l) Outillage à main | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| m) Hygiène et sécurité | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| n) Frais accessoires | 0,80 | 1,07 | 1,07 | 0,94 | 0,83 | 0,83 | 0,50 |
| o) Organisme professionnel | - | - | - | - | - | - | - |
| <hr/> | | | | | | | |
| Charges totales | 28,62 | 34,795 | 35,295 | 35,165 | 35,055 | 33,221 | 33,441 |

CHARGES SOCIALES PONDEREES DANS LE TEMS

| \$ | Date des Variations | Nombre de mois d'application | Taux | Produit |
|----|---------------------|------------------------------|--------|---------|
| | 1 avril 41 | 3 | 33 795 | 104.385 |
| | 1 juillet 41 | 1 | 35.295 | 35.295 |
| | 1 août 41 | 1 | 35.165 | 35.165 |
| | 1 septembre 41 | 1 | 35.055 | 35.055 |
| | 1 octobre 41 | 3 | 33.221 | 99.663 |
| | 1 janvier 42 | 6 | 33.441 | 200.646 |
| | 1 juillet 42 | | | |
| | | 15 | | 510.209 |

Taux moyen des charges sociales :

$$\frac{510.209}{15} = 34,01 \%$$

Augmentation sur la valeur marché de ces mêmes charges :

$$34,01 - 28,62 = 5,39 \%$$

TAXE LOCALE (VILLE DE PARIS)

Arrêté du 15 Décembre 1941 (B.M. du 30-12-41)

En application de la loi du 6 Novembre 1941 instituant une taxe locale applicable sur les ventes à partir du 1er Janvier 1942, la Ville de Paris fixe cette taxe à = 0,25 %

Calcul du taux moyen de la taxe pendant la période contractuelle des travaux : 1er avril 1941 au 30 Juin 1942

| | |
|---------------|-------------|
| 9 mois à 0 | = 0 |
| 6 mois à 0,25 | = 1,50 |
| - | - |
| 15 | <u>1,50</u> |

Moyenne : $\frac{1,50}{15} = 0,10 \%$

APPLICATION DES FORMULES DE REVISION

Jusqu'au 30 Juin 1942

Fondations -

$$V1 = 0,46 \frac{7,2569-5,854}{5,854} + 0,09 \frac{55,71-30}{30} + 0,19 \frac{431,347-387}{387} \\ + 0,04 \frac{538,93 - 450,50}{450,50} + 0,04 \frac{272,30 - 260}{260} = 0,2188$$

Supports métalliques -

$$V'a 2 = 0,77 \frac{8,014 - 5,854}{5,854} + 0,04 \frac{301 - 260}{260} = 0,2904$$

Equipements -

$$V3 = 0,75 \frac{7,395 - 5,854}{5,854} + 0,07 \frac{274,19 - 260}{260} = 0,2012$$

$$\text{Charges sociales} = 0,42 \times 0,0539 = 0,0226$$

En appliquant la variation des charges sociales ainsi que la taxe locale aux coefficients de rajustement, ceux-ci deviennent :

$$V1 = 1,2188 \times 1,0226 \times \frac{1}{0,999} = 1,2476$$

$$V'a2 = 1,2904 \times 1,0226 \times \frac{1}{0,999} = 1,3209$$

$$V3 = 1,2012 \times 1,0226 \times \frac{1}{0,999} = 1,2207$$

$$\text{Regie : } \frac{1,2862 + 0,0226}{1,2862} \times \frac{1}{0,999} = 1,0185$$

Ligne de BRIVE à MONTAUBANSection Espère-Caillac à Montauban

Règlement en dépenses contrôlées de manutentions et stockages
sur parc de Montauban jusqu'au 30 juin 1942
et concernant du matériel mis en oeuvre après le 1er juillet 1942

| | | | |
|--|-------------------------|------------------|----------|
| <u>Dépenses contrôlées de ma-</u> | | | |
| <u>nutentions et stockages sur</u> | | | |
| <u>parc de Montauban.</u> | | | |
| <u>Appointements et paniers</u> | | 346.139,80 | |
| <u>Autres dépenses</u> | | 86.400,— | |
| <u>Indemnités de déplacement</u> | | | 6.393,20 |
| Totaux (1,8117(état A ³)) | | 627.101,47 | |
| avec | | | |
| majorations (1,354 (-d°-)) | | 116.985,60 | |
| de : | | | |
| (1,277 (-d°-)) | | | 8.164,13 |
| <u>Total Général :</u> | | <u>752.251,—</u> | |
| <u>A déduire :</u> | | | |
| Matériel mis en oeuvre avant | | | |
| le 30 juin 1942 754 ^T 845 à | | | |
| 47f. (P.C) | | 35.478,— | |
| <u>Avec majors-</u> | (1,29 | 45.766,— | |
| <u>tions de :</u> | (marché) | | |
| | 1,3209 | 60.453,— | |
| | (état A ¹) | | |
| <u>Reste à compter en dépenses</u> | | | |
| <u>contrôlées pour manutentions</u> | | | |
| <u>et stockage</u> | | 691.798,— | |

LIGNE DE BRIVE-MONTAUBANSection Espère-Caillac à Montauban

Calcul des coefficients de majoration à appliquer aux dépenses contrôlées pour les travaux exécutés jusqu'au 30 juin 1942

Coefficients de majoration à appliquer :

Charges proportionnelles aux salaires : Coefficient R.

Le calcul ci-joint donne la valeur pondérée des charges sociales jusqu'au 30 juin 1942 (Les valeurs successives de ces charges sont données dans le tableau du calcul de la révision des prix (état A' - page 9).

$$R = \boxed{33,80 \%}$$

Charges proportionnelles aux déboursés : Coefficient R'.

$$R' = \boxed{20 \%} \quad (\text{état C'})$$

Charges proportionnelles aux prix de règlement : Coefficient R''.

| | | | |
|--|---|--|----------|
| Taxe à la production | : | 3 % | |
| Taxe à la transaction | : | 1 % | |
| Taxe locale | : | 0,10 (état A') | |
| | | <u>4,10 %</u> | |
| <u>Bénéfice</u> | : | <u>6,00 %</u> | |
| Majoration sur salaires | : | $\frac{1,3380 \times 1,20 \times 1,06}{0,959}$ | - 1,8117 |
| Majoration sur les autres dépenses | : | $\frac{1,20 \times 1,06}{0,959}$ | - 1,3540 |
| Majoration sur indemnités de déplacement | : | $\frac{1,20}{0,959}$ | - 1,277 |

CHARGES SOCIALES PONDEREES

| MOIS | EFFECTIF | SALAIRE TYPE | PRODUIT | Taux Ch. sociales | PRODUIT |
|-----------|----------|-----------------|------------|----------------------|----------------|
| 1941 | | | | | |
| Avril | 40 | 5,854 | 234,16 | 34,795 | 8.147, 592 |
| Mai | 87 | " | 468,32 | " | 16.295, 1944 |
| Juin | 148 | 6,754 | 999,592 | " | 34.780, 8036 |
| Juillet | 170 | " | 1.148,18 | 35,295 | 40.525. 0131 |
| Août | 170 | " | 1.148,18 | 35,165 | 40.375, 7497 |
| Septembre | 190 | " | 1.283,26 | 35.055 | 44.984, 6793 |
| Octobre | 215 | " | | 33,221 | |
| Novembre | 225 | " | 4.525,18 | " | 150.331, 0048 |
| Décembre | 230 | " | | | |
| 1942 | | | | | |
| Janvier | 215 | 7,51 | | 33,441 | |
| Février | 240 | " | 5.219,45 | " | 174.543, 6274 |
| Mars | 240 | " | | " | |
| Avril | 255 | 8,35 | | " | |
| Mai | 240 | " | 5.845,-- | " | 195.462, 6450 |
| Juin | 205 | " | | " | |
| TOTAUX : | | | 20.871,322 | | 1705.446, 3145 |

Taux moyen des charges sociales : $\frac{705.446,3145}{20.871,322} = 33,80 \%$

Ligne de Brive à Montauban

Section ESPERE - VAILLAC à MONTAUBAN

Note sur les sujétions extracontractuelles jusqu'au
30 juin 1942

Ces sujétions sont énumérées ci-après :

1°) - Lorsque l'Entreprise avait fait ses offres en mai et en octobre 1941, elle avait tenu compte de la situation économique à cette époque et, notamment, de la possibilité d'utiliser une main-d'oeuvre normale rendue disponible par la suspension des hostilités.

Or, en Décembre 1941, l'Entreprise attirait l'attention sur les difficultés rencontrées pour obtenir et conserver les effectifs nécessaires à l'avancement normal du chantier.

Ces difficultés résultaient notamment de la priorité donnée aux travaux agricoles et forestiers et aux travaux d'équipement national, ainsi que du départ d'ouvriers pour les chantiers allemands. (Ces difficultés de main-d'oeuvre ont été signalées au Secrétariat d'Etat aux Communications par lettre du 19 mars 1942 de M. le Directeur Général).

L'Entreprise a donc dû s'assurer pour l'exécution des travaux une main-d'oeuvre occasionnelle, insuffisante en nombre et en qualité, ce qui a entraîné une baisse considérable de rendement.

D'autre part, cette main-d'oeuvre était elle-même attirée ailleurs par des rémunérations plus fortes et par un ravitaillement plus facile.

Pour conserver les ouvriers sur le chantier, l'Entreprise a dû faire, avec l'accord de la S.N.C.F. et des Pouvoirs Publics, des dépenses très importantes, dont l'exécution des travaux a profité et dont elle demande qu'il soit tenu compte dans le règlement.

2°) - Dépenses exceptionnelles pour se procurer l'outillage, les matériaux et matières de consommation, notamment le charbon de bois.

Il est difficile de chiffrer directement les répercussions financières de ces sujétions, mais on y parvient indirectement en comparant le règlement contractuel avec les dépenses effectives de l'Entreprise.

Le bilan s'établit comme indiqué ci-après :

Dépenses contrôlées jusqu'au 30 juin 1942

| | |
|------------------------------------|-----------|
| - main-d'oeuvre et paniers | 8.573.205 |
| - fournitures et dépenses diverses | 4.152.569 |
| - déplacements | 157.323 |
| | <hr/> |

12.883.097

Les coefficients appliqués ont été calculés avec :

$R = 33,80 - R' - 2C - R'' = 4,10 - B = 0$
 sur salaires 1,674
 sur dépenses diverses et déplacements 1,251
 (annexe état B')

Nous retenons la location de matériel pour
 50 % seulement des prix correspondants de 1929, suivant
 barème de la F.N.T.P. d'octobre 1944, avec
 coefficient 1.

| | |
|--------------------|------------------|
| 3.698.688 x 50 % = | <u>1.849.344</u> |
| | 14.732.441 |

De cette somme, il conviendrait de retrancher,
 la part des dépenses d'installation de chantier
 afférents aux travaux de la 2ème période (état B')

| | |
|--|----------------|
| | <u>779.539</u> |
| | 13.952.902 |

Le bilan serait donc à arrêter à :

Règlement contractuel de la 1ère période
 (état A)

| | |
|--|-----------------|
| | <u>9.440.55</u> |
| | 4.512.347 |

La perte de l'Entreprise serait de :

L'indemnité qui pourrait être allouée serait de :

| | |
|---|------------------|
| <u>$\frac{4.512.347 \times 9}{10}$</u> | <u>4.061.112</u> |
|---|------------------|

déduction faite du 1/10ème laissé à la charge de l'Entreprise.



Ligne de Brive à Montauban

Section Espère-Caillac à Montauban

Aménagement et Installation
de chantier à Montauban

Répartition des Dépenses Contrôlées engagées avant
le 30 Juin 1942 entre les 2 périodes de travaux
proportionnellement aux montants des
règlements supposés effectués suivant
les conditions contractuelles

Part afférente aux travaux de la 2ème
période (du 1er Juillet 1942 au 31 Décembre 1944)

| <u>Dépenses engagées avant le 1er Juillet 1942</u> | | Appointements et Main d'Oeuvre | Autres Dépenses | Indemnités de déplacements |
|--|-----------------------|--------------------------------|-------------------|----------------------------|
| <u>Appointements</u> | | | | |
| Montauban | Salaires | 78.954,10 | | |
| | Paniers | 1.256,00 | | |
| | Frais de déplacement | | | 13.631,50 |
| <u>Main d'Oeuvre</u> | | | | |
| Montauban | Salaires | 363.771,60 | | |
| | Paniers | 493,00 | | |
| | Frais de déplacements | | | 11.172,50 |
| Bordeaux | Salaires | 26.936,10 | | |
| | Frais de déplacements | | | 389,70 |
| Paris | Salaires | 27.799,45 | | |
| <u>Fournitures</u> | | | | |
| | Gravier | | 1.383,30 | |
| | Ciment | | 9.816,30 | |
| | Bois | | 36.330,50 | |
| <u>Transports V.F.</u> | | | | |
| | Paris | | 2.676,70 | |
| | Alger | | 20.393,05 | |
| | Montauban | | 67.792,10 | |
| <u>Dépenses diverses</u> | | | | |
| | Montauban | | 90.510,50 | |
| | Toulouse | | 869,35 | |
| | Paris | | 3.068,15 | |
| | Totax | 499.210,25 | 232.839,95 | 25.193,70 |
| <hr/> | | | | |
| | | 835.677,- | | |
| Totaux avec majorations de | { 1.574 | | | |
| | { 1.251 | | 291.283,- | |
| | { 1.251 | | | 31.518,- |
| | (annexe jointe) | | | |
| <hr/> | | | | |
| | | | 1.158.478,- | |

- 3 -

Règlement contractuel

| | |
|--|---------------------|
| 1°) Total | 26.746.353,- |
| 2°) Avant le 1er Juillet 1942 | <u>8.748.756,-</u> |
| 3°) Du 1er Juillet 1942 au 31 Décembre 1944 | <u>17.997.597,-</u> |

Partie à compter sur la période du 1er juillet 1942 au 31
Décembre 1944 réglée en dépenses contrôlées :

$$\frac{1.158.478 \times 17.997.597}{26.746.353} = \underline{\underline{779.539}}$$

Calcul des Coefficients de majoration à appliquer
sur dépenses contrôlées
jusqu'au 30 Juin 1942
(sans bénéfice)

Charges proportionnelles aux salaires
(état A.3)

R = 33,80 %

Charges proportionnelles aux déboursés
(état C.1)

R' = 20 %

Charges proportionnelles aux prix de règlement
(état A.3.)

R'' = 4,10 %

Bénéfice

B = Néant

Majoration sur salaires

$$\frac{1.3380 \times 1,20}{1 - 0,041} = 1.674$$

Majoration sur fournitures
et dépenses diverses

$$\frac{1,20}{1 - 0,041} = 1.251$$

Majoration sur frais de
déplacements

$$\frac{1,20}{1 - 0,041} = 1.251$$

Ligne de Brive à Montauban

Section Espère-Caillac à Montauban
-----Etat de Règlement en Dépenses contrôlées
des travaux exécutés du 1er Juillet 1942
au 31 Décembre 1944

| | | | | | |
|--|--------------|---|-----------|---------|----------------------|
| Main d'oeuvre et paniers | : 11.866.736 | : | : | : | : |
| Fourniture et dépenses diverses | : | : | 5.773.013 | : | : |
| Déplacements | : | : | : | 192.722 | : |
| Majorations (d'après état Cl) | : 1,85 | : | 1.341 | : | 1.265 |
| Totaux après majorations | : 21.953.467 | : | 7.741.611 | : | 243.793 = 29.938.871 |
| Location de matériel (2ème période) suivant barème de la F.N. T.P. d'octobre 1944 avec coefficient 1 | : | : | : | : | 4.306.857 |
| Installations de chantier (d'après état Bl) | : | : | : | : | 779.539 |
| | : | : | : | : | ----- |
| | : | : | : | : | 35.025.267 |
| <u>A déduire</u> : | : | : | : | : | : |
| Règlements par commandes spéciales | : | : | : | : | - 557.285 |
| | : | : | : | : | ----- |
| | : | : | : | Soit | 34.467.982 |
| | : | : | : | : | ===== |

Ligne de Brive-Montauban

Section Espère-Cailac à Montauban

-:~::~:~::~:-

Calcul des Coefficients de majoration à appliquer sur dépenses contrôlées à partir du 1er juillet 1942

-:~::~:~::~:-

Charges proportionnelles aux salaires : Coefficient R

Le calcul de cette valeur est donné dans les deux notes ci-jointes :

- a) Charges sociales (valeurs successives)
- b) Charges sociales pondérées

R = 37,924

Charges proportionnelles aux déboursés : Coefficient R'

| | |
|---|------|
| Intérêts des avances d'argent | 1,33 |
| Frais de siège social | 4,50 |
| Frais de direction locale et surveillance des travaux | 6,00 |
| Magasins, ateliers et dépôts | 2,67 |
| Frais d'études | 5,00 |
| Assurances diverses | 0,50 |
| | 20%. |

Charges proportionnelles au prix de règlement : Coefficient R''

Calcul du taux moyen des taxes
(Taxe à la production - Taxe de transaction - Taxe locale).

| Taxes | Période d'application | Règlements effectués pendant cette période | Produit |
|-------|-----------------------|--|-----------|
| 4% | 1-4-41 au 31-12-41 | 918.726 | 36.749 |
| 4,25% | 1-1-42 au 31-12-42 | 9.935.483 | 422.258 |
| 4,50% | 1-1-43 au 31-7-43 | 8.367.784 | 376.550 |
| 5% | 1-8-43 au 2-1-45 | 11.352.808 | 567.640 |
| 5,50% | 3-1-45 au 31-7-45 | 10.407.027 | 572.386 |
| 5,53% | 1-8-45 au 17-2-46 | - | - |
| 6,03% | 18-2-46 au | 4.018.172 | 242.296 |
| | | 45.000.000 | 2.217.879 |

| | 1-7 1942 | 1-9 1942 | 1-10 1942 | 1-1 1943 | 1-7 1943 | 1-10 1943 | 1-1 1944 | 1-4 1944 | 1-7 1944 | 1-10 1944 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| g) Group. Départ. | | | | | | | | | | |
| Apprentissage | - | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,30 |
| h) C.O.B.T.P. - | | | | | | | | | | |
| C.O.E.E.E..... | 1,- | 1,- | 1,- | 0,84 | 0,84 | 0,84 | 0,84 | 0,84 | 0,84 | 0,84 |
| i) Fonds de com- pensation | 0,90 | 0,90 | 0,90 | 1,80 | 5,40 | 5,40 | 5,40 | 5,40 | 5,40 | 5,40 |
| j) Premier mai ... | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,40 |
| k) Patente normale | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 | 0,25 |
| l) Outillage à main | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 | 3,00 |
| m) Hygiène et sécurité | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- | 1,- |
| n) Frais accés- soires | 0,50 | 0,50 | 1,060 | 0,70 | 0,70 | 0,70 | 0,63 | 0,63 | 0,63 | 0,63 |
| o) Organisme pro- fessionnel | - | - | - | - | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 |
| Charges totales .. | 33,541 | 33,841 | 35,931 | 37,211 | 41,111 | 42,471 | 43,685 | 41,322 | 42,29 | 42,85 |

CHARGES SOCIALES PONDEREES A PARTIR DU 1er JUILLET 1942.

| Mois | Effectif | Salaires type | Produit | Teux charges sociales. | Produits |
|-------------|----------|------------------|---------|------------------------------|--------------|
| <u>1942</u> | | | | | |
| Juillet | 250 | 500 | 9,30 | 4.650,- | 33.541 |
| Août | 250 | | | | |
| Septembre | 215 | | | | |
| Octobre | 250 | 790 | " | 1.999,50 | 33.841 |
| Novembre | 270 | | | | |
| Décembre | 270 | | | | |
| <u>1943</u> | | | | | |
| Janvier | 275 | 1545 | " | I4.368,50 | 534.666,2535 |
| Février | 275 | | | | |
| Mars | 270 | | | | |
| AVril | 260 | 555 | " | 5.161,50 | 212.194,4265 |
| Mai | 235 | | | | |
| Juin | 230 | | | | |
| Juillet | 205 | " | " | 41,111 | " |
| Août | 190 | | | | |
| Septembre | 160 | | | | |

.....

| Mois | Effectif | Salaire type | Produit | Taux charges sociales | Produits |
|-------------|----------|--------------|-----------|-----------------------|----------------|
| Octobre | 160 | 9,30 | 3.999,- | 42,471 | 169.841,5290 |
| Novembre | 150 | " | | | |
| Décembre | 120 | " | | | |
| <u>1944</u> | | | | | |
| Janvier | 50 | " | 1.162,50 | 43,685 | 50.783,8125 |
| Février | 40 | " | | | |
| Mars | 35 | " | | | |
| Avril | 35 | 14,12 | 1.341,40 | 41,322 | 55.429,3308 |
| Mai | 30 | " | | | |
| Juin | 30 | " | | | |
| Juillet | 25 | " | 706,- | 42,29 | 29.856,7400 |
| Août | 25 | " | | | |
| Septembre | 30 | 21,87 | 656,10 | " | 27.746,4690 |
| Octobre | 15 | " | 328,05 | 42,85 | 14.056,9425 |
| | | | 41.719,55 | | 1.582.191,2903 |

Taux moyen : $\frac{1.582.191,2903}{41.719,55} = 37,924\%$

TAXE LOCALE

Du 1er janvier 1942 au 31 décembre 1942 0,25 %
 Du 1er janvier 1943 au 31 juillet 1943 0,50 %
 A partir du 1er août 1943 1,00 %

Valeur moyenne à partir du 1er juillet 1942:

| | | |
|---------|------|-------|
| 6 mois | 0,25 | 1,50 |
| 7 mois | 0,50 | 3,50 |
| 17 mois | 1,- | 17,- |
| <hr/> | | <hr/> |
| 30 mois | | 22,- |

$\frac{22,-}{30} = 0,733 \%$

NOTICE , EXPLICATIVE

--
-:-:-:-

Au sujet du règlement définitif des travaux d'équipement des voies par lignes de contact aériennes pour assurer la traction électrique des trains sur la ligne de Brive à Montauban (Section comprise entre la gare de Brive et le P.K. 592 + 754).

Entreprise : DROUARD Frères, 39 Rue du Colisée à PARIS
Lettre de commande n° 630 du 19 Juin 1942.
Dates de remise des offres : 30 Avril et 18 Octobre 1941.
Délai contractuel d'exécution: suivant article 12 du Cahier des Charges Spéciales.

Date de commencement des travaux : Mars 1941
Date d'achèvement des travaux (Réception provisoire : 26 Octobre 1943)
(Réception définitive : 31 Décembre 1944)

Prix révisables.

Montant initial 27.500.000 Fr
Montant du règlement proposé 55.335.000 Fr

L'électrification de la ligne de Brive à Montauban a été décidée très peu de temps après l'armistice.

Au cours d'une réunion, le 9 Août 1940, la Commission Supérieure d'Electrification, insistait sur la nécessité de tout mettre en oeuvre pour réaliser cette électrification dans le plus court délai possible.

Une répartition des travaux a été faite entre les deux Entreprises qui étaient en mesure d'assurer immédiatement l'exécution des travaux.

C'est ainsi que l'Entreprise DROUARD Frères s'est vu attribuer l'équipement de la voie de Brive-Montauban, entre Brive et le P.K. 592 + 754, suivant marché approuvé le 25 Mars 1942 par le Conseil d'Administration.

Les travaux avaient déjà été commencés, en raison de l'urgence, dès Mars 1941. ...

Le lot DROUARD a fait l'objet d'une lettre de commande n° 630 du 19 Juin 1942, visant deux lettres d'offres des 30 Avril et 18 Octobre 1941.

Dans ces lettres d'offres, l'Entreprise soulignait certaines difficultés d'approvisionnement et demandait que les travaux spéciaux qui ne pourraient être réglés normalement par l'application de la Série de Prix "Signalisation et Installations Electriques - Edition 1940 - Fascicule IV", complétée par la Série de Prix "Bâtiments 1940", fassent l'objet de prix convenus établis en tenant compte des prix de revient. Cette réserve visait notamment les fouilles et les reprises de maçonneries nécessitant un échafaudage, le scellement de consoles dans les parois de tranchées rocheuses et les portiques sur viaducs.

Le Cahier des Charges Spéciales prévoyait des formules de variation et un droit à résiliation en cas de hausse de plus du 1/3 pour les travaux restant à exécuter.

En accusant réception de son marché, l'Entreprise DROUARD confirmait les observations de ses lettres antérieures, faisait remarquer que dès Janvier 1942, les prix avaient subi une augmentation suffisante pour lui permettre de demander la résiliation du marché et qu'elle se proposait de remettre cette demande portant effet du 1er Janvier 1942. Elle annonçait un mémoire justifiant le droit à résiliation, tout en indiquant qu'elle continuait à poursuivre l'exécution des travaux avec la plus grande activité.

Ce mémoire justificatif a été produit le 30 Juillet 1942. Le droit à résiliation avait été acquis au 1er Janvier 1942. Le marché n'a été approuvé que le 25 Mars 1942. La date d'effet de ce droit a été fixée au 1er Juillet 1942.

Les travaux ont été poursuivis au milieu de difficultés de toutes sortes résultant de l'insuffisance de la main-d'oeuvre, du manque de matériaux et des complications administratives créées par l'occupation.

Les difficultés de main-d'oeuvre ont été signalées au Secrétariat d'Etat aux Communications par lettre du 19 Mars 1942 de M. le Directeur Général.

Par lettre du 7 Avril 1942, le Secrétaire d'Etat aux Communications acceptait d'étendre au chantier de Brive-Montauban, les mesures décidées par sa lettre du 21 Novembre 1941 qui autorisaient l'augmentation de la rémunération des ouvriers dans certains cas exceptionnels.

Les Services de la S.N.C.F. et l'Entreprise se sont ingéniés à vaincre toutes les difficultés et les travaux ont pu être amenés dans une situation permettant la mise en service de la traction électrique à la date du 26 Octobre 1943.

La réception définitive des travaux a été prononcée le 31 Décembre 1944.

Le règlement des travaux serait effectué de la façon suivantes

- Les travaux exécutés jusqu'au 30 Juin 1942 seraient réglés aux conditions du marché, sauf règlement séparé à l'Entreprise des sujétions extracontractuelles qu'elle a supportées pendant cette période.

- Les travaux exécutés à partir du 1er Juillet 1942 et jusqu'au 31 Décembre 1944, date de la réception définitive, seraient réglés d'après les dépenses réelles et contrôlées de l'Entreprise.

L'ensemble du règlement, dans ces conditions, s'établirait comme indiqué dans le dossier ci-joint et se résumerait comme suit:

- Règlement aux conditions du marché
(période contractuelle - de Mars 1941 au 30 Juin 1942), suivant état A.....14.086.762 F
- Sujétions extracontractuelles pendant la période jusqu'au 30 Juin 1942, suivant état B..... 822.625. F
- Règlement sur dépenses contrôlées
(période du 1er Juillet 1942 au 31 Décembre 1944) suivant état C..... 41.109.315 F

SOIT... 56.018.702 F

Il y a lieu d'ajouter qu'en dehors des dépenses retenues dans le règlement ci-dessus, l'Entreprise a supporté des charges financières très élevées du fait que, par suite de l'absence de marché, les règlements pour les travaux de la 2e période n'ont pu être effectués qu'avec de longs retards; ces charges financières qui restent au compte de l'Entreprise sont de l'ordre de 950.000 F.

L'Entreprise avait établi en 1944 un projet de règlement sur dépenses contrôlées pour l'ensemble des travaux dont le montant avait été ramené à 55.335.000 F après de laborieuses discussions. Elle avait, en définitive, accepté cette somme, que nous serions d'avis de retenir pour solde de tout compte avec l'Entreprise DROUARD.

En conséquence, il est proposé de bien vouloir approuver l'avenant ci-joint.

LE CHEF DU SERVICE
DE LA VOIE ET DES BATIMENTS,

signé: Guéron

2229

Ligne de Brive à Montauban

Section Brive à Espère-Caillec

-:-:-

Règlement des travaux exécutés jusqu'au
30 juin 1942 suivant lettre de commande
n° 630 du 19 juin 1942. -

-:-:-

| | ; Sommes passives de majoration du marché (32) et des rajustements. | ; Sommes passives de majoration de 30% et des rajustements. | ; Sommes non passibles de majoration. |
|--|---|---|---------------------------------------|
| I. - Fondations | 4.117.660,87 | | |
| II. - Supports | 471.744,44 | | |
| III. - Equipements | 3.909,- | | |
| IV. - Travaux divers : | | | |
| a) Travaux à prix spéciaux | | 3.924.968,22 | |
| b) Fournitures faites par l'Entreprise 20.391,30 | | | |
| c) Prime pour libération de wagons 1.440,- | | | 21.831,30 |
| d) Travaux exécutés en régie | | | 129.082,20 |
| Sommes après application des majorations prévues au marché et des coefficients de rajustement. | | | |
| <u>Fondations :</u> | | | |
| I - 4.117.660,87 x 1,32 x 1,2239 (Etat A 1) | | 6.652.278,77 | |
| a) - 3.924.968,22 x 1,30 x 1,2239 (Etat A 1) | | 6.244.899,19 | 12.897.178,- |
| <u>Supports</u> | | | |
| II - 471.744,44 x 1,32 x 1,3792 (Etat A 1) | | | 858.832,- |
| <u>Equipement :</u> | | | |
| III - 3909 x 1,32 x 1,2416 (Etat A 1) | | | 6.406,- |
| A reporter | | | 13.762.416,- |
| | | | |

| | Sommes pas- sibles de ma- joration du marché (32%) et des ra- justements. | Sommes pas- sibles de ma- joration de 30% et des rajustements. | Sommes non passibles de majoration. |
|---|--|--|---|
| Report | | | 13.762.416,- |
| <u>Ré:ie</u> | | | |
| a) 129082,20 x 1,016 (Etat A 1) | | | 131.147,- |
| b + c - Sans majoration ni rajustement | | | 21.831,- |
| | | | 13.915.394,- |
| V.- <u>A déduire</u> (Locations de wagons et fournitures faites par le S.N.C.F.) | | | - 134.634,- |
| | | | 13.780.760,- |
| <u>A ajouter :</u> | | | |
| Dépenses de manutention et stockage effectués avant le 1er juillet 1942 pour des matériels mis en oeuvre après cette date (état A 2) | | | 306.002,- |
| | | | 14.086.762,- |
| <u>Total définitif</u> | | | |

5229

LIGNE DE BRIVE - MONTAUBAN

Section Brive à Espère-Caillac

RAJUSTEMENT CONTRACTUEL
DES TRAVAUX EXECUTES JUSQU'AU 30 JUIN 1942

Les formules de rajustement prévues à l'article 9 du marché sont les suivantes :

- Fondations

$$V_1 = 0,57 \frac{S - S_0}{S_0} + 0,10 \frac{C - C_0}{C_0} + 0,02 \frac{B - B_0}{B_0} + 0,04 \frac{Ch - Ch_0}{Ch_0} + 0,03 \frac{F - F_0}{F_0}$$

- Supports (ligne sur poteaux béton)

$$V_2^b = 0,75 \frac{S - S_0}{S_0} + 0,03 \frac{F - F_0}{F_0} + 0,03 \frac{Ch - Ch_0}{Ch_0} + 0,04 \frac{P - P_0}{P_0}$$

- Equipement

$$V_3 = 0,75 \frac{S - S_0}{S_0} + 0,03 \frac{F - F_0}{F_0} + 0,07 \frac{Ch - Ch_0}{Ch_0}$$

Nous retiendrons pas compte de la formule Va2 durant la période considérée puisqu'il n'y a pas eu de travaux de la catégorie "Supports métalliques".

A) VARIATION DES INDICES DES FORMULES DE RAJUSTEMENTI - Salaires

$$\text{Salaire de base : } S_0 = \frac{4,80 \times 80 + 5,60 \times 20}{100} + \frac{6}{8} = 5,71$$

Salaire au 1er juin 1941 :

Allocation supplémentaire de la loi du 23 mai 1941 (date d'application au 1er juin) et décision ministérielle n° 2369 du 16 octobre 1941 du Secrétaire d'Etat aux communications fixant cette allocation à 0,90 de l'heure pour les ouvriers de la voie ferrée.

$$\text{Salaire moyen de l'équipe : } 5,71 + 0,90 = \underline{6,61}$$

Salaires au 1er janvier 1942
(arrêté du Préfet régional de Toulouse du 15.1.1942) :

- ouvriers de la voie ferrée { manoeuvres : 6.60 de l'heure
ouvriers spécialisés : 7.40 de l'heure
- panier (toutes catégories) : 6 fr., soit 0,75 de l'heure

Salaires moyen de l'équipe type :

$$\frac{6,60 \times 80 + 7,40 \times 20}{100} + 0,75 = 7,51$$

Salaires au 24 mars 1942

(arrêté du Préfet du Lot du 24.3.1942 et arrêté complémentaire du 25.4.42 fixant les salaires de la voie ferrée) :

- manoeuvre..... 6,90
 - terrassier..... 7,40
 - ouvrier qualifié.. 9,40
- { moyenne 7,15 de l'heure
- panier (toutes catégories) : 6,00, soit 0,75 de l'heure.

Salaires moyen de l'équipe type

$$\frac{7,15 \times 80 + 9,40 \times 20}{100} + 0,75 = 8,35$$

Moyennes pondérées des salaires :

Les moyennes pondérées des salaires sont obtenues par catégorie d'ouvrage d'après les calculs du tableau ci-après.

Les pondérations ont été effectuées avec les effectifs d'ouvriers de chaque équipe.

Les moyennes ainsi obtenues sont les suivantes :

- Fondations..... 7.402
- Supports..... 8.350
- Equipements..... 7.330

Les majorations des salaires ont donc été les suivantes :

Fondations :

$$\frac{S - S_0}{S_0} = \frac{7.402 - 5,71}{5,71} = 29.632 \%$$

$$\text{Supports : } \frac{S - S_0}{S_0} = \frac{8.350 - 5,71}{5,71} = 46.234 \%$$

$$\text{Equipements : } \frac{S - S_0}{S_0} = \frac{7.330 - 5,71}{5,71} = 28.371 \%$$

Moyennes pondérées des salaires

| Mois | Salaires horaire moyen | Fondations 1.3.1941 - 1.7.1942 | | Supports 1.5.1942 - 1.7.1942 | | Equipements 1.6.1941 - 1.7.1942 | | | |
|-----------------|------------------------------|--|------------------------------|--|------------------------------|--|------------------------------|----|--------|
| | | Effectif total de la période considérée | Salaires horaire total | Effectif total de la période considérée | Salaires horaire total | Effectif total de la période considérée | Salaires horaire total | | |
| <u>1941</u> | | | | | | | | | |
| Mars | | 12 | 48 | 274,08 | | | | | |
| avril | 5,71 | 14 | | | | | | | |
| mai | | 22 | | | | | | | |
| juin | | 35 | 718 | 4745,98 | | 5 | | | |
| juillet | | 61 | | | | | 5 | | |
| août | | 56 | | | | | 5 | | |
| septembre | 6,61 | 100 | | | | | 15 | 75 | 495,75 |
| octobre | | 124 | | | | | 15 | | |
| novembre | | 168 | | | | | 15 | | |
| décembre | | 174 | | | | | 15 | | |
| <u>1942</u> | | | | | | | | | |
| janvier | | 173 | 504 | 3785,04 | | 15 | | | |
| février | 7,51 | 156 | | | | | 15 | 45 | 337,95 |
| mars | | 175 | | | | | 15 | | |
| avril | | 189 | 629 | 5252,15 | | 15 | | | |
| mai | 8,35 | 208 | | | | | 16 | 38 | 317,50 |
| juin | | 232 | | | | | 22 | | |
| | | | | | | | 15 | 45 | 375,75 |
| TOTAUX : | | 1.899 | 14057,25 | 38 | 317,30 | 165 | 1209,45 | | |
| | | moyenne : | | moyenne : | | moyenne : | | | |
| | | $\frac{14.057,25}{1899} = 7.402$ | | $\frac{317,30}{38} = 8.350$ | | $\frac{1.209,45}{165} = 7.330$ | | | |

2°) Ciment

Cours de base du ciment laitier, la tonne..... Co = 382

Variations du Portland :

- cours initial le ler.3.41..... 429,15
 - Cours le ler.5.41..... 444,95
 (augmentation : 15,80 - Moniteur T.P. n° 309)
 - Cours le ler.11.41..... 487,95
 (augmentation : 43 - Moniteur T.P. n° 395)

Cours correspondants du laitier (défini à l'article 9 du Cahier des Charges) :

- cours initial le ler.3.41..... 302,-
 - cours au ler.5.41 (382 + 15,80)..... 397,80
 - cours au ler.11.41 (397,8 + 43)..... 440,00
 encore en vigueur au ler.7.42.

Moyenne pondérée des cours du ciment

| Mois | Quantités approvisionnées | Cours | Prix au cours |
|---------------------------------------|------------------------------|--------|---------------|
| Mars et avril 41..! | 12,3 T. | 382,- | 4.698,80 |
| Juillet à octobre 1941.....! | 574,1 T. | 397,80 | 228.376,90 |
| novembre 1941 au ler juillet 42..! | 2.238,75 T. | | 986.841,00 |
| TOTAL.....! | 2.825,15 T. | | 1.219.916,70 |

Cours moyen : C = $\frac{1.219.916,70}{2.825,15}$ = 431.806

$\frac{C - C_0}{C_0} = \frac{431.806 - 382}{382} = 13.038 \%$

3°) Bois

Cours de base..... 450,50 le m³
 Cours au 25.11.41 : 800 x 0,80..... 640,00 le m³
 (encore en vigueur au 30.6.42)

Nous prenons comme date origine de variation du cours du bois la date d'ouverture du chantier de fondations, soit le 1er mars 1941.

Moyenne pondérée des cours du bois

| Période | | Cours | |
|--|----------|------------|----------|
| du 1er mars au 25 novembre 1941 | 8,8 mois | x 450,50 = | 3.964,40 |
| du 25/11/41 au 30/6/1942 | 7,2 " | x 640,00 = | 4.608,00 |
| Total..... | 16 mois | | 8.572,40 |
| Cours moyen : B = $\frac{8.572,40}{16}$ = 535,77 | | | |

$$\frac{B - B_0}{B_0} = \frac{535,77 - 450,5}{450,5} = 18,92 \%$$

4°) Charbon - (de terre)

Cours de base du charbon gros, criblé, flambant..... 260 fr. la tonne
 Cours au 16.2.1942 (arrêté n° 2429)..... 301 fr. la tonne
 (encore en vigueur le 1er.7.42).

Moyennes pondérées dans le temps du cours du charbon

| Dates | Fondations à partir du 1.3.41. | Supports à partir du 1.5.42. | Equipements à partir du 1.6.41. |
|---------------|-------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| du 1.3.1941 | } 11,5 mois | } | } 8,5 mois |
| au 31.5.1941 | | | |
| du 1.6.1941 | } à 260 = 2.990,- | } | } à 260 = 2.210,- |
| au 15.2.1942 | | | |
| du 16.2.42 | } 4,5 mois | } | } |
| au 30.4.1942 | | | |
| du 1.5.1942 | } à 301 = 1.354,50 | } 2 mois | } 4,5 mois |
| au 30.6.1942 | | | |
| | 16 mois 4.344,50 | 2 mois 602,- | 13 mois 3.564,50 |
| Moyenne Ch | $\frac{4.344,50}{16} = 271,53$ | $\frac{602}{2} = 301$ | $\frac{3.564,50}{13} = 274,19$ |
| Majorations : | | | |
| Ch - Cho | $\frac{271,53-260}{260} = 4,435 \%$ | $\frac{301-260}{260} = 15,769 \%$ | $\frac{274,19-260}{260} = 5,457 \%$ |
| Cho | | | |

5°) Fer

Cours de base..... 2.084 fr. la tonne
(inchangé au 30 juin 1942).

6°) Peinture

Cours de base..... 18,00 le kg.
(inchangé au 30 juin 1942)

B) VARIATIONS DES CHARGES SOCIALES

| | Augmentation depuis le 15.3.1941 |
|---|-------------------------------------|
| | ----- |
| 1.3.41 - Journée chômée du 1er mai..... | + 0,40 % |
| 1.4.41 - Allocations familiales : | |
| augmentation de 12,90 - 6,90 = + 6 % | |
| Frais accessoires : | |
| augmentation de 1,07 - 0,80 = + 0,27% | + 6,67 % |
| 1.7.41 - Cotisation C.O.B.T.P. + 0,50% | + 7,17 % |
| 1.8.41 - Allocations familiales : | |
| diminution de 12,90 - 10 = - 2,90 % | } + 4,14 % |
| Frais accessoires : | |
| diminution de 1,07 - 0,94 = - 0,13 % | |
| 1.9.41 - Allocations familiales : | |
| diminution de 10 - 7,50 = - 2,50 % | } + 1,53 % |
| Frais accessoires | |
| diminution de 0,94 - 0,83 = - 0,11 % | |
| 1.1.42 - Assurances sociales : | |
| diminution de 4 - 3,60 = - 0,40 % | } + 5,65 % |
| Assurances accidents travail : | |
| augmentation de 7,86-7,31= + 0,55 % | |
| Allocations familiales : | |
| augmentation de 10 - 7,50= + 2,50 % | |
| Cotisation C.O.B.T.P. : | |
| augmentation de 1,40-0,50= + 0,90 % | |
| Fonds de compensation allocation bombardement + 0,90 % | |
| Frais accessoires : | |
| diminution de 0,83-0,50 - 0,33 % | |

Augmentation moyenne des charges depuis le 1er mars 1941 :

Cette augmentation moyenne a pour valeur :

$$\frac{0,40 \times 1 + 6,67 \times 3 + 7,17 \times 1 + 4,14 \times 1 + 1,53 \times 4 + 5,65 \times 6}{16} = 4,4837$$

Incidences sur le prix du marché

Augmentation de $0,46 \times 4.4837 = \underline{2.0625 \%}$

C) RAJUSTEMENT

1°) Jeu des formules de variation

$$\begin{aligned} VI &= 0,57 \times 29.632 + 0,19 \times 13.038 + 0,02 \times 18,92 + 0,04 \times 4.435 \\ &= 16.890 + 2.477 + 0.378 + 0.177 = \underline{19.922 \%} \end{aligned}$$

$$V_2^b = 0,75 \times 46.234 + 0,03 \times 15.769 = 34.675 + 0,473 = \underline{35.148 \%}$$

$$V_3 = 0,75 \times 28.371 + 0,07 \times 5.457 = 21.278 + 0,382 = \underline{21.660 \%}$$

2°) Rajustement des charges

Les prix de chaque catégorie d'ouvrage deviennent :

- Fondations

$$P_0 \times 1,992 \times 1,0206 = 1,2239$$

soit..... 22,39 % de majoration

- Supports (béton)

$$P_0 \times 1,3514 \times 1,0206 = 1,3792$$

soit..... 37,92 % de majoration

- Equipements

$$P_0 \times 1,2166 \times 1,0206 = 1,2416$$

soit..... 24,16 % de majoration

Régie :

$$\frac{1.2871 + 0,0206}{1.2871} = \underline{1.0160}$$

3°) Variation des taxes et impôts

Taxe locale sur les travaux d'entreprise :

A partir du 1^{er}.1.42, taux de la taxe = 0,25 % des prix (Loi du 6.11.1941 - J.O. du 7.11.41 et arrêté du Préfet de la Seine du 1^{er}.2.42).

5229

83/I6/I6/IO

A²

DROUARD

Ligne de Brive à Montauban
Section Brive à Espéré-Caillao

Règlement en dépenses contrôlées de manutentions
et stockages sur parc de NOZAC

jusqu'au 30 juin 1942

et concernant du matériel mis en oeuvre après

le 1er juillet 1942

| | | |
|---------------------------------------|-------------|-----------|
| Dépenses contrôlées de manutentions : | : | : |
| et stockage sur parc de NOZAG | : | : |
| ----- | : | : |
| - Main-d'oeuvre..... | 148.548,10: | : |
| - Grue..... | : | 36.000,00 |
| | ----- | ----- |
| I,8043 (état C') | 268.025,34: | : |
| I,3539 (do) | : | 49.146,57 |
| | ----- | ----- |
| Totaux..... | 268.025,34: | 49.146,57 |
| | ===== | ===== |

Total Général..... 317.172
=====

A déduire :

| | | |
|---|-----------------------|--------|
| - Matériel mis en oeuvre avant le 30/6/42 | | |
| I30 T,543 à 47 Fr..... | | 6.135 |
| <u>Aves majoration de :</u> | { | |
| | I,32 (marché)..... | 8.099 |
| | { | |
| | I,3792 (état A')..... | 11.170 |
| | | ===== |

Reste à compter en dépenses contrôlées pour
manutentions et stockages

317,172 - 11.170 = 306.002
=====

5229

Ligne de Brive à Montauban

Section Brive à Espère-Caillec

DROUARD

Note sur les sujétions extracontractuelles
jusqu'au 30 Juin 1942

Ces sujétions sont énumérées ci-après :

1° - Lorsque l'Entreprise avait fait ses offres en Avril et en Octobre 1941, elle avait tenu compte de la situation économique à cette époque et, notamment, de la possibilité d'utiliser une main-d'oeuvre normale rendue disponible par la suspension des hostilités.

Or, au début de Janvier 1942, l'Entreprise attirait l'attention sur les difficultés rencontrées pour obtenir et conserver les effectifs nécessaires à l'avancement normal du chantier.

Ces difficultés résultaient notamment, de la priorité donnée aux travaux agricoles et forestiers et aux travaux d'équipement national, ainsi que du départ d'ouvriers pour les chantiers allemands. (Ces difficultés de main-d'oeuvre ont été signalées au Secrétariat d'Etat aux Communications par lettre du 19 Mars 1942 de M. le Directeur Général).

L'Entreprise a donc dû s'assurer pour l'exécution des travaux une main-d'oeuvre occasionnelle insuffisante en nombre et en qualité, ce qui a entraîné une baisse appréciable de rendement.

D'autre part, cette main-d'oeuvre était elle-même attirée ailleurs par des rémunérations plus fortes et par un ravitaillement plus facile.

Pour conserver les ouvriers sur le chantier, l'Entreprise a dû faire, avec l'accord de la S.N.C.F. et des Pouvoirs Publics, des dépenses importantes dont l'exécution des travaux a profité et dont elle demande qu'il soit tenu compte dans le règlement.

2° - Dépenses exceptionnelles pour se procurer l'outillage, les matériaux et matières de consommation, notamment le charbon de bois.

Il est difficile de chiffrer directement les repercussions financières de ces sujétions, mais, on y parvient indirectement en comparant le règlement avec les dépenses effectives de l'Entreprise .

/...

Le bilan s'établit comme indiqué ci-après :

Dépenses contrôlées jusqu'au 30 Juin 1942.

| | | |
|------------------------------------|-----------|------------|
| - Main-d'oeuvre et paniers | 8.350.015 | |
| - Fournitures et dépenses diverses | 4.699.735 | |
| - Déplacements | 740.274 | |
| | <hr/> | 13.790.024 |

Les coefficients appliqués ont été calculés avec :

$$R = 33.27 \quad F = 20 \quad R'' = 4,10 \quad B = 0$$

| | |
|--|-------|
| sur salaires | 1.667 |
| sur dépenses diverses et déplacements. (annexe état F') | 1.251 |

Nous retenons la location de matériel pour 50 % seulement des prix correspondants de 1939, suivant barème de la F.N.T.P. d'Octobre 1944, coefficient 1;

$$3.536.225 \times 50 \% = 1.768.112$$

15.558.136

De cette somme, il conviendrait de retrancher la part des dépenses d'installation de chantier afférente aux travaux de la 2ème période. - 557.346

| | |
|--|------------|
| Le bilan serait donc à arrêter à | 15.000.790 |
| Règlement contractuel de la 1ère période (état) | 14.086.762 |

La perte de l'entreprise serait de..... 914.028

L'indemnité qui pourrait être allouée serait de :

$$\frac{914.028 \times 9}{10} = \underline{\underline{822.625}} \text{ francs.}$$

déduction faite de 1/10° laissé à la charge de l'Entreprise.

5229

B1
~~11~~

DROUARD

LIGNE DE BRIVE-MONTAUBAN
SECTION BRIVE à ESPERE-CAILLAC

AMENAGEMENT ET INSTALLATION
de chantier à NOZAC

Répartition

Répartition des dépenses contrôlées engagées
avant le 30 Juin 1942, entre les 2 périodes de
travaux, proportionnellement aux montants des
règlements supposés effectués suivant les con-
ditions contractuelles.

Part afférente aux travaux de la 2ème période
(du 1er Juillet 1942 au 31 décembre 1944).

| | Appointements et Main-d'Oeuvre | Autres dépen- ses . | Frais de dépla- cement. |
|---|--------------------------------------|------------------------|-------------------------------|
| Dépenses engagées avant le 1er Juillet 1942 | | | |
| MAIN-D'OEUVRE : | | | |
| Salaires | 250.730,95 | | |
| Déplacements, frais accés- soires . | | | 75.218, 47 |
| FURNITURES : | | | |
| iment | | 2.324,00 | |
| Bois | | 106.718,30 | |
| Divers | | 24.206,75 | |
| TRANSPORTS : | | 43.326,80 | |
| DEPENSES DIVERSES | | 54.372,15 | |
| TOTAUX | 250.730,95 | 230.948,00 | 75.218,47 |
| Totaux avec majorations de 1567 1259 1251 (annexe jointe) | 417.969,00 | 288.916,00 | 94.096,00 |
| TOTAL..... | | 800.983,00 | |
| REGLEMENT CONTRACTUEL. | | | |
| 1° Total | | 46.311.733, | |
| 2° Avant le 1er Jail- let 1942..... | | 14.086,762, | |
| 3° Du 1er Juillet 1942 au 31 Décembre 1944..... | | 32.224.971 | |
| Partie à compter sur la pé- riode du 1er Juillet 1942 au 31 Décembre 1944, réglée en dépenses contrôlées : | | | |
| $800.983 \times 32.224.971$ 46.311.733 | | 557.346,00 | |

5229

ANNEXE ETAT DLDROUARD

Calcul des coefficients de majoration
à appliquer sur dépenses contrôlées
jusqu'au 30 Juin 1942
(sans bénéfice)

| | |
|---|------------|
| <u>Charges proportionnelles aux salaires</u>R = 33,27% | |
| (Etat C') | |
| <u>Charges proportionnelles aux déboursés</u>R' = 20 % | |
| (Etat C') | |
| <u>Charges proportionnelles aux prix de règlement</u>R" = 4,10% | |
| Taxe à la production | 3) |
| Taxe sur les transactions | 1 (4,10 % |
| Taxe locale | 0,10) |

Bénéfice

B = néant

Majoration sur salaires :

$$\frac{1,3327 \times 1,20}{1 - 0,041} = 1,667$$

Majoration sur fournitures et dépenses diverses

$$\frac{1,20}{1 - 0,041} = 1,251$$

Majoration sur frais de déplacements

$$\frac{1,20}{1 - 0,041} = 1,251$$

Ligne de Brive à Montauban
Section Espère-Caillac à Montauban

ETAT DE REGLEMENT EN DEPENSES CONTROLEES
DES TRAVAUX EXECUTES DU 1er JUILLET 1942
AU 31 DECEMBRE 1944

| | | | | |
|--|---|-------------|------------|-------------------|
| - Main-d'oeuvre et paniers | : | 12.971.537: | : | : |
| + Fournitures et dépenses diverses | : | : | : | : |
| | : | 7.643.065 | : | : |
| - Déplacements | : | : | : | 991.238 |
| Majorations(d'après état C) | : | 1.8704 | : | 1.339 |
| Totaux après majoration | : | 24.262.482: | 10.233.987 | :1.252.132 = |
| | | | | 35.748.601 |
| - Location de matériel (2ème période) suivant barème de la FTTP d'octobre 1944 avec coefficient 1... | | | | 5.067.387 |
| - Installation de chantier (d'après état B')..... | | | | <u>557.346</u> |
| | | | | 41.373.334 |
| <u>A déduire :</u> | | | | |
| - Règlement par commandes spéciales | | | | - 264.019 |
| | | | soit | <u>41.109.315</u> |
| | | | | ===== |

Ligne de Brive à Montauban

Section Brive à Espère-Caillao

Calcul des coefficients de majoration à appliquer
pour un règlement en dépenses contrôlées

I - Moyenne pondérée des charges proportionnelles aux salaires

1° - Moyenne pondérée des charges proportionnelles aux salaires
pendant la période du 1er mars 1941 au 30 juin 1942.

| Année | Mois | Nombre d'ouvriers | Salaires horaire | Salaires horaire | Salaires total | Taux des charges % | Charges totales | |
|-------|-----------|----------------------|---------------------|---------------------|-------------------|--------------------------|--------------------|--|
| 1941 | Mars | 12 | 12 | 5,71 | 68,52 | 29,11 | 19,95 | |
| | Avril | 14 | | 5,71 | 205,56 | 35,38 | | |
| | Mai | 22 | 36 | 5,71 | | | 72,73 | |
| | Juin | 40 | 40 | 6,61 | 264,40 | 35,38 | 93,54 | |
| | Juillet | 66 | 66 | 6,61 | 436,26 | 35,88 | 156,53 | |
| | Août | 61 | 61 | 6,61 | 403,21 | 32,85 | 132,45 | |
| | Septembre | 115 | | 6,61 | | | | |
| | Octobre | 139 | | 6,61 | | | | |
| | Novembre | 183 | | 6,61 | | | | |
| | Décembre | 189 | 626 | 6,61 | 4137,86 | 30,24 | 1251,29 | |
| | 1942 | Janvier | 188 | | 7,51 | | | |
| | | Février | 171 | | 7,51 | | | |
| Mars | | 190 | 549 | 7,51 | 4122,99 | 34,36 | 1416,66 | |
| Avril | | 204 | | 8,35 | | | | |
| Mai | | 239 | | 8,35 | | | | |
| Juin | | 269 | 712 | 8,35 | 5945,20 | 34,36 | 2042,77 | |
| | | | Total | | | Total | | |
| | | | salaires | 15584,00 | | | 5185,92 | |

Moyenne pondérée des charges proportionnelles aux salaires:

$$R = \frac{5.185,92 \times 100}{15.584} = 33,27 \%$$

.....

2° - Moyenne pondérée des charges proportionnelles aux salaires pendant la période du 1er juillet 1942 au 31 décembre 1944

| Année | Mois | Nombre d'ouvriers | Salaire horaire | Salaire horaire | Salaire total | Taux des charges % | Charges totales |
|-------|-----------|----------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------------|--------------------|
| 1942 | Juillet | 292 | 9,30 | | | | |
| | Août | 316 | 608 | 9,30 | 5.654,40 | 36,46 | 2.061,59 |
| | Septembre | 274 | | 9,30 | 2.548,20 | 36,76 | 936,72 |
| | Octobre | 281 | | 9,30 | | | |
| | Novembre | 292 | | 9,30 | | | |
| | Décembre | 279 | 852 | 9,30 | 7.923,60 | 38,87 | 3.079,90 |
| 1943 | Janvier | 296 | | 9,30 | | | |
| | Février | 282 | | 9,30 | | | |
| | Mars | 249 | | 9,30 | | | |
| | Avril | 239 | | 9,30 | | | |
| | Mai | 228 | | 9,30 | | | |
| | Juin | 220 | 1514 | 9,30 | 14.080,20 | 38,82 | 5.465,93 |
| | Juillet | 182 | | 9,30 | | | |
| | Août | 156 | | 9,30 | | | |
| | Septembre | 142 | | 9,30 | | | |
| | Octobre | 144 | | 9,30 | | | |
| | Novembre | 133 | | 9,30 | | | |
| | Décembre | 78 | 835 | 9,30 | 7.765,50 | 44,05 | 3.420,70 |
| 1944 | Janvier | 52 | | 9,30 | | | |
| | Février | 50 | | 9,30 | | | |
| | Mars | 47 | 149 | 9,30 | 1.385,70 | 43,20 | 598,62 |
| | Avril | 41 | | 14,12 | | | |
| | Mai | 40 | | 14,12 | | | |
| | Juin | - | | - | | | |
| | Juillet | - | | - | | | |
| | Août | - | 81 | - | 1.143,72 | 43,20 | 494,09 |
| | Septembre | - | | 21,87 | | | |
| | Octobre | - | | - | | | |
| | Novembre | - | | - | | | |
| | Décembre | - | | - | | | |
| | | | | Total | | Total | |
| | | | | Salaires | 40.501,32 | Charges | 16.057,55 |

Moyenne pondérée des charges proportionnelles aux salaires :

$$R : \frac{16.057,55 \times 100}{40.501,32} = 39,69 \%$$

II - Charges proportionnelles aux déboursés :

| | |
|--|-------------|
| Intérêts des avances d'argent..... | 1,33 |
| Frais de siège social..... | 4,50 |
| Frais de direction locale et surveillance des travaux..... | 6,00 |
| Magasins, ateliers et dépôts..... | 2,67 |
| Frais d'études..... | 5,00 |
| Assurances diverses..... | 0,57 |
| | <u>20 %</u> |

R' =

III - Bénéfice

B = 6 %

IV - Moyenne pondérée du taux des frais proportionnels aux prix de règlement :

Calcul du taux moyen des taxes -

(Taxe à la production - Taxe de transaction - Taxe locale)

| Taxes | Période d'application | Règlements effectués pendant cette période | Produit |
|--------|-----------------------|--|-----------|
| 4 % | du 1-4-41 au 31-12-41 | 1.490.418 | 59.617 |
| 4,25 % | 1-1-42 au 31-12-42 | 12.585.183 | 534.870 |
| 4,50 % | 1-1-43 31-7-43 | 14.500.722 | 652.532 |
| 5 % | 1-8-43 2-1-45 | 18.653.932 | 933.197 |
| 5,50 % | 3-1-45 31-7-45 | 4.222.042 | 232.212 |
| 5,53 % | 1-8-45 17-2-46 | - | - |
| 6,03 | après le 18-2-46 | 3.537.703 | 213.323 |
| | | 55.000.000 | 2.625.751 |

Taux moyen pendant la période contractuelle : 4,10 %

Montant du règlement contractuel : 14.086.762 Frs

Taux moyen pendant la période à partir du 1-7-42 :

Montant des règlements pendant cette période :

55.000.000 - 14.086.762 = 40.913.238

Montant des taxes correspondantes

2.625.751 - 0,041 x 14.086.762 = 2.048.194

Taux moyen : $\frac{2.048.194}{40.913.238} = 5,006 \% \text{ soit } R'' = 5,01 \%$

Majoration à appliquer aux dépenses diverses :

a) du 1er mars 1941 au 30 juin 1942

$$x_2 = \frac{(1 + \frac{R'}{100})(1 + \frac{B}{100})}{(1 - \frac{R''}{100})} - 1 = \frac{1,20 \times 1,06}{0,959} = 1,3539$$

b) du 1er juillet 1942 au 31 décembre 1944 :

$$x_2 = \frac{(1 + \frac{R'}{100})(1 + \frac{B}{100})}{(1 - \frac{R''}{100})} - 1 = \frac{1,20 \times 1,06}{1 - 0,0501} = 1,339$$

.....

Majoration à appliquer aux salaires :

$$x_1 = \frac{(1 + \frac{R}{100}) \cdot (1 + \frac{R'}{100}) \cdot (1 + \frac{B}{100})}{1 - \frac{R''}{100}} - 1$$

a) du 1er mars 1941 au 30 juin 1942 :

$$\frac{1,3327 \times 1,20 \times 1,06}{0,959} = 1,8043$$

b) du 1er juillet 1942 au 31 décembre 1944

$$\frac{1,3969 \times 1,20 \times 1,06}{1 - 0,0501} = 1,8704$$

Majoration à appliquer aux frais de déplacement :

a) $1,20 \times 0,959 = \underline{1,251}$

b) $\frac{1,20}{1 - 0,0501} = \underline{1,263}$

REGLEMENT DEFINITIF des TRAVAUX
d'EQUIPEMENT ELECTRIQUE des VOIES sur la LIGNE
BRIVE - MONTAUBAN

Les renseignements contenus dans la note distribuée aux membres du Conseil m'éviteront d'indiquer en détail les raisons pour lesquelles ces travaux commencés en 1941, dont la réception a eu lieu le 31 décembre 1944 font l'objet d'un règlement définitif qui nous est présenté seulement aujourd'hui.

Les conditions ~~énoncées~~ dans lesquelles se présentent ces deux dossiers sont dues pour une part, il faut en convenir, aux circonstances. Mais elles sont dues aussi à ce qu'on s'est constamment écarté, dans le cours des travaux, des règles ~~ordinaires~~ ~~en matière~~ des marchés.

*de près qu'il a
trouvé et
se parvienne*

Les travaux ont été commencés d'urgence, dès mars 1941, le marché n'a été lui-même approuvé qu'en mars 1942. Entre temps les entreprises qui s'étaient heurtées à des difficultés de toutes sortes, avaient demandé la résiliation contractuelle qui leur a été accordée au 1er juillet 1942.

A ce moment on a continué à poursuivre activement les travaux, à la demande d'ailleurs des pouvoirs publics. Un résultat technique important a été atteint puisque la traction électrique a été mise en service en octobre 1943. Mais au lieu de passer un marché, fût-ce à des conditions plus onéreuses, on s'est contenté de prendre des attachements en se plaçant, sans convention expresse, sous le régime des dépenses contrôlées, dont on connaît les inconvénients. Administrativement ~~et économiquement~~ la solution était *fâcheuse*, mais on doit reconnaître que cette situation, imprévue a permis d'assurer l'équipement de cette ligne, *sur les yeux de l'autorité allemande*.

Il n'est pas surprenant que le règlement de cette situation difficile ait demandé un long travail qui a provoqué un retard important.

On règle donc 2 périodes successives.

Pour la période contractuelle qui s'étend de mars 1941 à juillet 1942, la région a d'abord appliqué les conditions du marché puis les règles prévues en matière d'imprévision. On a admis l'existence de certaines charges extra-contractuelles dues à l'extrême rarefaction de la main d'oeuvre qualifiée, au manque de matériaux et à des difficultés administratives multiples. On a vérifié la comptabilité des entreprises et l'indemnité accordée, qui ne prévoit ~~pas de~~ *pas de* bénéfice, laisse à la charge des entrepreneurs 1/10^e de la perte subie.

Le Comité des Marchés a estimé que cette partie du projet peut être approuvée.

Pour la seconde période qui correspond aux travaux sur dépenses contrôlées, on a appliqué les règles qui ont servi pour les travaux exécutés immédiatement après la libération, *soit une forme de règlement plus stricte*.

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER

Extrait du P.V. de la Séance du 11 mai 1942

10° SUD-OUEST 1389V
9906

Lignes de Brive à Montauban et de Bordeaux à Montauban -
Equipement des voies par lignes de contact aériennes
pour assurer la traction électrique des trains (N°3126)
(52.500.000 Fr)

Rapporteur : M. SIEGFRIED

Le Rapporteur considère que comparés à ceux de Tours
Bordeaux, les prix sont acceptables.

Il observe que le marché prévoit une résiliation
possible au cas où l'estimation des travaux restant à effec-
tuer serait de plus d'un tiers, mais à la demande seule de
l'entrepreneur.

M. FAVIERE s'étonne que cette faculté de résilia-
tion ne soit pas donnée à chacune des parties.

Le Représentant de la S.N.C.F. observe que la S.N.-
C.F. n'a jamais intérêt à résilier.

M. BATICLE est du même avis.

M. SIEGFRIED signale que le marché que l'on se pro-
pose de conclure avec la Sté Parisienne pour l'Industrie des
Chemins de Fer et des Tramways électriques doit être revu
dans la forme, et il précise sur quels points.

Le Représentant de la S.N.C.F. en prend note et dé-
clare qu'on en tiendra compte au moment de la rédaction défi-
nitive du marché.

Sur la proposition du Rapporteur, la Commission
émet un avis favorable.

25 mars 1942

QUESTION III - Marchés et Commandes

1°) Marchés pour l'équipement en lignes de contact aériennes
des lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban.

P.V. (p.3)

M. GRIMPRET expose que, d'accord avec le Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, les Services ont réparti en un certain nombre de lots les travaux d'équipement électrique des voies sur les parcours de Brive à Montauban, de Montauban à Bordeaux et de Paris à Lyon.

Lorsque les propositions ont été établies, l'on était fondé à penser que ces travaux seraient exécutés, sinon simultanément, du moins sans décalage important les uns par rapport aux autres. Or, à l'heure actuelle, il ne semble plus que l'équipement des lignes Montauban-Bordeaux et Paris-Lyon doive être immédiatement poursuivi. Dans ces conditions, il serait prématuré de se prononcer dès maintenant en ce qui les concerne et, pour ce motif, la Sous-Commission des Marchés serait d'avis de ne retenir aujourd'hui que les propositions relatives aux deux premiers lots indiqués dans la note.

Une seconde observation concerne les salaires qui ont été choisis comme valeurs de référence pour le jeu des formules de révision : ce sont les salaires moyens des bordereaux départementaux, alors que les prix du marché sont, en fait, basés sur les salaires réellement payés par les entreprises et qui sont sensiblement supérieurs.

La note indique les raisons pour lesquelles il a paru opportun d'accepter cette solution. De fait, il semble que ce soit celle qui présente le moins d'inconvénients. Mais elle pourrait, en cas de relèvement des salaires moyens des bordereaux

départementaux, sans que d'ailleurs les salaires réellement payés augmentent, avoir pour conséquence d'ouvrir droit à révision alors que les entreprises n'auraient à supporter elles-mêmes aucune dépense supplémentaire. La Sous-Commission a demandé, en conséquence - et les Services sont d'accord à ce sujet - que l'article 9 du Cahier des Charges soit complété de telle manière que soit évitée une telle anomalie.

Sous le bénéfice de ces observations, la Sous-Commission estime qu'il y a lieu d'approuver les deux marchés qui sont proposés et dont le montant global s'élève à 52.500.000 fr.

Le Conseil approuve les marchés.

Steno (p.20)

M. GRIMPET. - Les Services, d'accord avec le Comité d'organisation du Bâtiment et des Travaux Publics, ont réparti en un certain nombre de lots les travaux d'équipement électrique des voies sur les parcours de Brive à Montauban, de Montauban à Bordeaux et de Paris à Lyon.

Lorsque les propositions ont été établies, l'on était fondé à penser que ces travaux seraient exécutés, sinon simultanément, du moins sans décalage important les uns par rapport aux autres. Or, à l'heure actuelle, il ne semble plus que l'équipement des lignes Montauban-Bordeaux et Paris-Lyon doive être immédiatement poursuivi. Dans ces conditions, il serait prématuré de se prononcer dès maintenant en ce qui les concerne et, pour ce motif, la Sous-Commission des Marchés serait d'avis de ne retenir aujourd'hui que les propositions relatives aux deux premiers lots indiqués dans la note.

Une seconde observation concerne les salaires qui ont été choisis comme valeurs de référence pour le jeu des formules de

révision : ce sont les salaires moyens des bordereaux départementaux, alors que les prix du marché sont en fait basés sur les salaires réellement payés par les entreprises et qui sont sensiblement supérieurs.

La note indique les raisons pour lesquelles il a paru opportun d'accepter cette solution. De fait, il semble que ce soit celle qui présente le moins d'inconvénients. Mais elle pourrait, en cas de relèvement des salaires moyens des bordereaux

départementaux, sans que d'ailleurs les salaires réellement payés augmentent, avoir pour conséquence d'ouvrir droit à révision alors que les entreprises n'auraient à supporter elles-mêmes aucune dépense supplémentaire. La Sous-Commission a demandé, en conséquence - et les Services sont d'accord à ce sujet - que l'article 9 du Cahier des Charges soit complété de telle manière que soit évitée une telle anomalie.

Sous le bénéfice de ces observations, la Sous-Commission estime qu'il y a lieu d'approuver les deux marchés qui sont proposés et dont le montant global s'élève à 58.500.000 fr.

Le Conseil approuve les marchés.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 25 mars 1942

III. - Marchés et Commandes :

- 1°) Marchés pour l'équipement en lignes de contact aériennes des lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban.

Le Groupe

L'Etat a une ligne de contact aérienne
à Brive-Montauban et à Bordeaux-Montauban.
Il a passé des marchés pour l'équipement
de ces lignes. 3 premiers lots sont

devisés, on les a déjà commandés. Les autres sont
à passer. On a exprimé ces commandes. L'Etat
des autres ce ray. Intéressé de savoir
la commande, à venir. Spécifier

copie

86

1^o / après c. l. au 9 p. 13.

" et son vœux que les dits vœux soient aussi les offi-
ciers appelés par l'État "

2^o / Il me propose en cause de la loi de 1904
que les 2 premiers articles :

- Ordonne les 2 c. mod. qui se rapportent à
Monteb. - Pontons, et ce sans que les dits articles
soient.

- Le 1^{er} article n'a pas pour objet de modifier
comme la loi de 1904, mais pour l'appliquer.

Cette dernière mesure n'est que de la loi
qui ne peut que la loi de 1904. Mais la loi de
1904 n'est pas la loi de 1904, mais la loi de 1904.

3^o / Ordonne -

les articles de la loi de 1904

Requis - - Ordonne la loi de 1904

Pontons - - Ordonne la loi de 1904, la loi de 1904, la loi de 1904
comme la loi de 1904.

25 MARS 1942

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

et de l'usage que l'on a fait de ces documents
99
06

Exemplaire pour MM. les Membres
du Conseil d'Administration

Le 8 DEC 1942

à l'usage de la police et de la justice ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930

NOTE

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration

au sujet des projets de marché pour l'équipement des
voies par lignes de contact aériennes pour assurer la
traction électrique des trains sur les lignes de
Brive - Montauban et de Bordeaux - Montauban.

Marchés : de gré à gré

Entreprise DROUARD Frères,
Montant du marché 27 500 000 fr
Durée d'exécution : Les travaux doivent être
terminés le 30 Septembre
1942.

Société Parisienne pour l'Industrie des
Chemins de fer et des Tramways électriques
Montant du marché 25 000 000 fr
Durée d'exécution : Les travaux doivent être
terminés le 30 Septembre 1942
pour la section Brive-Montauban
et le 31 Mars 1943 pour la
Section Bordeaux-Montauban.

Compagnie d'Entreprise Electro-Mécanique.
Montant du marché : 20 000 000 fr
Durée d'exécution : Les travaux doivent être
terminés le 31 Mars 1943.

Montant total..... 72 500 000 fr
=====

On ne peut que 2 premiers marchés

à l'usage de la police et de la justice ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930
sur les projets qui lui sont présentés ; pour le cas de la loi de 1930

Par décisions ministérielles en date des 4 août 1940 et 4 janvier 1941, nous avons été autorisés à procéder à l'équipement électrique des voies des lignes de Brive à Montauban et de Bordeaux à Montauban.

L'exécution de ces travaux figure respectivement au programme quinquennal et au programme spécial d'équipement.

En raison du nombre de lots à attribuer, alors que l'on envisageait également le démarrage rapide des travaux d'équipement électrique de Paris-Lyon et de Sète-Nîmes, et du petit nombre d'entreprises qualifiées pour exécuter des travaux de cette nature, une adjudication n'a pas paru possible du fait du manque de concurrence.

Pour répartir entre les entreprises les différents lots d'électrification, la S.N.C.F. s'est rapprochée du Groupement de l'Entreprise électrique, 54 avenue Marceau à Paris, qui est devenu depuis le Sous-Comité n° 8 de la branche "travaux publics" du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics. Ce Groupement nous a soumis un projet de lotissement et de répartition que nous avons librement discuté et modifié. Finalement nous avons été d'accord sur la constitution de lots de 90 à 110 km de ligne à 2 voies et sur la répartition suivante :

A)- BRIVE-MONTAUBAN- BORDEAUX

1er lot de Brive à
Espère Caillac

Entreprise DROUARD,
39 rue du Colisée - Paris.

2e lot d'Espère Caillac
à Montauban
et de
Montauban à
Castelsarrasin

Société Parisienne pour
l'Industrie des Chemins de Fer
et des Tramways électriques,
75 Bd Haussmann - Paris.

3e lot de Castelsarrasin
à Tonneins

Compagnie d'Entreprises Electro-
Mécaniques,
37 rue du Rocher, Paris.

4e lot de Tonneins à
Bordeaux

Société Electro-Entreprise
25 rue du Général Foy - Paris.

B) PARIS-LYON

- | | |
|--|--|
| <u>1er lot</u> - Paris à Melun (exclu) Villeneuve-Saint-Georges à Juvisy (inclus) | Entreprise DROUARD 39 rue du Colisée, Paris |
| <u>2e lot</u> - Juvisy (exclu) à Melun (inclus) et Melun (exclu) à Sens (exclu) | Association de l'Entreprise Industrielle, 68 rue du Fg St Honoré, Paris et TRINDEL, 44 rue La Boétie Paris. |
| <u>3e lot</u> - Sens (inclus) à Nuits-sous-Ravières (exclu) | Association Cie d'Entrepri- ses Electro-Mécaniques et Cie Générale d'Entreprises 48 rue La Boétie, Paris. |
| <u>4e lot</u> - Nuits-sous-Ravières (inclus) à Dijon (exclu) | Association Sté Electro- Entreprise et Sté des Grands Travaux d'Electrification 25 rue de Courcelles, Paris |
| <u>5e lot</u> - Dijon (inclus) à Pont-de-Vaux (inclus) | Association Sté Lyonnaise d'Entreprises (TISSOT, CURIS, PRAS et LOMBARD) et Société Générale d'Entrepri- ses, 56 rue du Fg St Honoré, Paris |
| <u>6e lot</u> - Pont-de-Vaux(exclu) à Lyon | Société Parisienne pour l'Industrie des Chemins de fer et des Tramways électriques 75 Bd Haussmann, Paris |

Cette répartition tient compte des difficultés particulières de chaque lot et des moyens dont disposent les Entreprises. A la suite de cette répartition nous avons négocié en ce qui concerne Brive-Montauban et Bordeaux-Montauban, avec chacune des Entreprises, les conditions de règlement des travaux qui leur étaient confiés.

Ces tractations ont été faites en prenant pour point de départ les prix de règlement des marchés passés après adjudication pour des travaux identiques effectués sur la ligne de Tours à Bordeaux. A cette époque, le nombre de lots à attribuer était inférieur au nombre d'entreprises pouvant réaliser et la concurrence avait joué effectivement.

Les coefficients de majoration de 32% pour l'Entreprise DROUARD et de 28% pour la Compagnie d'Entreprises Electro-Mécaniques ont été justifiés en appliquant une formule générale qui tient compte de toutes les natures d'ouvrages et dont les coefficients ont été déterminés en tenant compte des quantités des différentes matières que l'on peut prévoir pour l'exécution de chaque lot.

Cette formule compte une partie fixe de 10%, valeur très légitime pour une comparaison de ce genre, alors que les marchés eux-mêmes sont assortis de formules de révision qui comportent une partie fixe de 15%.

En ce qui concerne le marché avec la Société Parisienne pour l'Industrie des Chemins de fer qui n'a pas effectué de travaux sur Tours-Bordeaux, le coefficient de majoration de 29% qui a été admis, résulte de l'application du taux calculé pour l'Entreprise DROUARD à la partie du lot de la Société Parisienne de Brive-Montauban comparable au lot DROUARD et du taux calculé pour le lot Compagnie d'Entreprises Electro-Mécaniques au reste du parcours. Ces taux ont été d'ailleurs révisés pour tenir compte des différences des prix locaux des matériaux à mettre en oeuvre.

Les travaux sont actuellement en cours sur la ligne de Brive - Montauban, ils n'ont pas encore été entrepris sur la ligne de Bordeaux-Montauban.

L'étude des prix sur Bordeaux - Tonneins, subordonnée à des sujétions particulières à la zone Bordelaise, n'est pas terminée. Le marché à passer avec l'Electro-Entreprise fera l'objet d'une présentation ultérieure.

Les prix proposés sont basés sur les conditions économiques du 15 mars 1941 choisies comme référence pour l'application de la formule de révision prévue aux marchés.

Ces marchés présentent, en outre, au sujet des salaires, les particularités suivantes :

Les prix sont basés sur les salaires effectivement payés par les Entreprises (qui sont, par exemple, de 5,50 fr et 6,50 fr pour le marché DROUARD) ; mais les valeurs d'origine du paramètre-salaire des formules de révision sont les salaires des bordereaux départementaux, notablement inférieurs aux précédents (par exemple : 4,80 fr et 5,60 fr pour le marché DROUARD). On pourrait donc craindre que, lors de la première révision des prix des marchés, il soit tenu compte d'une hausse des salaires purement fictive, égale à la différence entre le salaire initial réel et le salaire de base figurant dans la formule de révision ; la S.N.C.F. serait ainsi amenée à supporter deux fois les conséquences d'une même hausse de salaires.

....

Pour éviter cet inconvénient, il eut convenu d'adopter comme valeur d'origine So du paramètre-salaire les salaires initiaux réels. Les Entreprises n'ont pas fait d'objection à cette solution mais elles ne l'auraient acceptée qu'à la condition que les valeurs de comparaison S de ce même paramètre soient également les salaires qu'elles auront réellement payés au cours de l'exécution. En effet, les Entreprises nous ont signalé les difficultés considérables qu'elles éprouvaient pour garder sur les chantiers les effectifs et les ouvriers qualifiés nécessaires, du fait de la pénurie de main-d'oeuvre dans la région et du grand nombre de chantiers en cours (travaux de voie, de bâtiments, de pose de ligne de transport d'énergie électrique...). Il est de fait que si nous désirons, comme il est prévu, mettre en service l'électrification Brive-Montauban pour la fin de 1942, des mesures spéciales devront être prises pour recruter et conserver la main-d'oeuvre indispensable.

Il apparaît donc qu'en adoptant comme So les salaires initiaux réels, la S.N.C.F. ~~aurait~~ ^{devrait} ~~être~~ amenée à prendre comme valeur de S les salaires réellement payés au cours de l'exécution et à prendre ainsi à sa charge non seulement les augmentations réelles de salaires mais aussi les autres avantages (organisation de cantines, de baraquements, etc...) que les Entreprises devront consentir à leur personnel. Elle ~~risque~~ ^{risque} en outre ~~de~~ ^{de} créer ainsi un précédent dangereux favorisant les hausses illicites ou déguisées de salaires. C'est pourquoi la S.N.C.F. a préféré conserver comme So les salaires des bordereaux départementaux : la définition de leur valeur de comparaison S a été d'autre part complétée pour bien préciser qu'il ne serait tenu compte que des seules variations de salaires résultant de la réglementation légale du travail et des décisions administratives ayant un caractère obligatoire dans le département considéré.

Les prix proposés présentent, par rapport aux prix de règlement des travaux Tours-Bordeaux exécutés en 1937-38, une hausse d'environ 33% qui paraît acceptable.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les projets de marchés présentés.

Le Directeur
du Service Central des Installations Fixes.

W. Bonheur

21 Mars

42

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre du 18 mars dernier, je vous confirme que la Sous-Commission des Marchés se réunira mardi prochain 24 mars à 15 h.

Elle examinera l'affaire ci-après qui est inscrite à l'ordre du jour du Conseil du 25 mars :

"Projet de marché pour l'équipement des voies par lignes de contact aériennes pour assurer la traction électrique des trains sur les lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban."

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Signé: CLOSSET.

M. de TARDE.

Monsieur BOUTET,
Administrateur de la S.N.C.F.
9 Avenue Emile Acollas - PARIS (7e)

AVISE "à titre d'information"

M.M. GRIMPRET

LE BESNERAIS

LECLERC DU SABLON

VAGOGNE

OLIVIER

RENOUARD, avec prière de désigner le ou
les représentants des Services qui auront
à assister à la réunion

16 Mars

42

CLOSSET

VAYSSIER.

Monsieur le Président,

M. le Président GRIMPRET me charge de vous faire connaître que la Sous-Commission des Marchés se réunira mardi prochain 24 Mars en vue d'examiner l'affaire ci-après qui sera inscrite à l'ordre du jour du Conseil du lendemain :

"Projet de marché pour l'équipement des voies par lignes de contact aériennes pour assurer la traction électrique des trains sur les lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban."

Je vous demande de bien vouloir trouver, ci-joint, la notice relative à cette question.

M. le Président GRIMPRET se propose de fixer, d'accord avec vous, au cours de la séance du Conseil de mercredi prochain, l'heure à laquelle pourra avoir lieu cette réunion.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Signé: CLOSSET.

Monsieur BOUTET,
Administrateur de la S.N.C.F.
9 Avenue Emile Acollas - PARIS (7^e)

18 Mars

42

Monsieur le Président,

M. le Président GRIMPRET me charge de vous faire connaître que la Sous-Commission des Marchés se réunira mardi prochain 24 Mars en vue d'examiner l'affaire ci-après qui sera inscrite à l'ordre du jour du Conseil du lendemain :

"Projet de marché pour l'équipement des voies par lignes de contact aériennes pour assurer la traction électrique des trains sur les lignes de Brive-Montauban et de Bordeaux-Montauban."

Je vous demande de bien vouloir trouver, ci-joint, la notice relative à cette question.

M. le Président GRIMPRET se propose de fixer, d'accord avec vous, au cours de la séance du Conseil de mercredi prochain, l'heure à laquelle pourra avoir lieu cette réunion.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Signé: CLOSSET.

Monsieur BOUTET,
Administrateur de la S.N.C.F.
9 Avenue Emile Acolas - PARIS (7e)